



Rapport d'activité 2018

Volume 2

Institut national de la statistique et des études économiques (Luxembourg) STATEC

Mars 2019

STATEC

Institut national de la statistique
et des études économiques

B.P. 304
L - 2013 Luxembourg
www.statec.lu

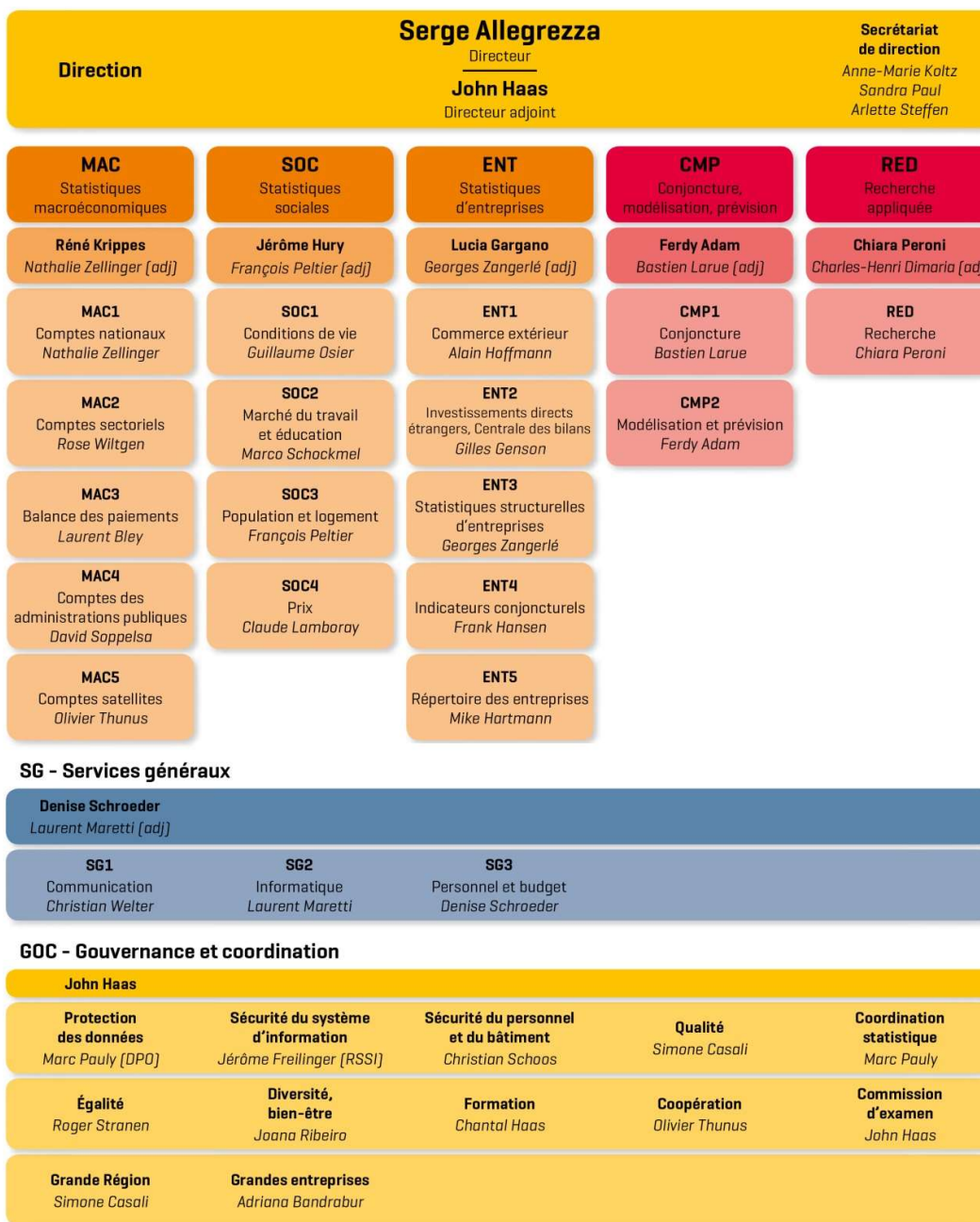
Rapport d'activité 2018	1
1. Division MAC – Statistiques macroéconomiques	6
1.1 Bilan de l'année 2018	6
1.1.1 Bilan des objectifs opérationnels	9
1.1.1.1 Évaluation des objectifs opérationnels qui visent la division en entier	9
1.1.1.2 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité MAC1	18
1.1.1.3 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité MAC2	18
1.1.1.4 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité MAC3	19
1.1.1.5 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité MAC4	19
1.1.1.6 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité MAC5	19
1.1.2 Bilan des travaux courants	20
1.1.2.1 Évaluation des travaux courants de l'unité MAC1	20
1.1.2.2 Évaluation des travaux courants de l'unité MAC 2	21
1.1.2.3 Évaluation des travaux courants de l'unité MAC3	23
1.1.2.4 Évaluation des travaux courants de l'unité MAC4	23
1.1.2.5 Évaluation des travaux courants de l'unité MAC5	24
1.1.3 Bilan de communication, coordination et formation	25
1.1.3.1 Publications	25
2. Division SOC – Statistiques sociales	26
2.1 Bilan de l'année 2018	26
2.1.1 Bilan des objectifs opérationnels	26
2.1.1.1 Évaluation des objectifs opérationnels qui visent la division en entier	26
2.1.1.2 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité SOC1	26
2.1.1.3 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité SOC2	27
2.1.1.4 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité SOC3	27
2.1.1.5 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité SOC4	28
2.1.2 Bilan des travaux courants	28
2.1.2.1 Évaluation des travaux courants de l'unité SOC1	28
2.1.2.2 Évaluation des travaux courants de l'unité SOC2	29
2.1.2.3 Évaluation des travaux courants de l'unité SOC3	30
2.1.2.4 Évaluation des travaux courants de l'unité SOC4	30
2.1.3 Bilan de communication, coordination et formation	32
2.1.3.1 Publications	32
3. Division ENT- Statistiques d'entreprises	34
3.1 Bilan de l'année 2018	34
3.1.1 Bilan des objectifs opérationnels	34
3.1.1.1 Évaluation des objectifs opérationnels qui visent la division ENT en entier	34
3.1.1.2 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité ENT1	36
3.1.1.3 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité ENT2	37
3.1.1.4 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité ENT3	37
3.1.1.5 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité ENT4	38
3.1.1.6 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité ENT5	39
3.1.2 Bilan des travaux courants	39
3.1.2.1 Évaluation des travaux courants de l'unité ENT1	39
3.1.2.2 Évaluation des travaux courants de l'unité ENT2	39
3.1.2.3 Évaluation des travaux courants de l'unité ENT3	39
3.1.2.4 Évaluation des travaux courants de l'unité ENT4	40
3.1.2.5 Évaluation des travaux courants de l'unité ENT5	40
3.1.3 Bilan de communication, coordination et formation	41
3.1.3.4 Publications	41

4.	Division CMP – Conjoncture, modélisation, prévision	42
4.1	Bilan de l’année 2018	42
4.1.1	<i>Bilan des objectifs opérationnels</i>	42
4.1.1.1	Évaluation des objectifs opérationnels qui visent la division en entier	43
4.1.2	<i>Bilan des travaux courants</i>	44
4.1.2.1	Évaluation des travaux courants	44
4.1.3	<i>Bilan de communication, coordination et formation</i>	45
4.1.3.1	Publications	45
5.	Division RED – Recherche appliquée	46
5.1	Bilan de l’année 2018	46
5.1.1	<i>Bilan des objectifs opérationnels</i>	46
5.1.1.1	Évaluation des objectifs opérationnels qui visent la division en entier	47
5.1.2	<i>Bilan des travaux courants</i>	52
5.1.2.1	Évaluation des travaux courants la division RED	52
5.1.3	<i>Bilan de communication, coordination et formation</i>	52
5.1.3.1	Publications	52
6.	Division SG – Services généraux	54
6.1	Bilan de l’année 2018	54
6.1.1	<i>Bilan des objectifs opérationnels</i>	54
6.1.1.1	Évaluation des objectifs opérationnels qui visent la division en entier	54
6.1.1.2	Évaluation des objectifs opérationnels pour l’unité SG1 - Communication	54
6.1.1.3	Évaluation des objectifs opérationnels pour l’unité SG1 – CEDES (Centre de documentation économique et statistique)	58
6.1.1.4	Évaluation des objectifs opérationnels pour l’unité SG2 - Informatique	59
6.1.1.5	Évaluation des objectifs opérationnels pour l’unité SG3 – Personnel et Budget	60
6.1.2	<i>Bilan des travaux courants</i>	60
6.1.2.1	Évaluation des travaux courants de l’unité SG1 - Communication	60
6.1.2.2	Évaluation des travaux courants de l’unité SG1 - CEDES	61
6.1.2.3	Évaluation des travaux courants de l’unité SG2 – Informatique	61
6.1.2.4	Évaluation des travaux courants de l’unité SG3 - Personnel et Budget	64
6.1.3	<i>Bilan de communication, coordination et formation</i>	67
6.1.3.1	SG1 – Communication	67
	Publications	67
7.	Division GOC – Gouvernance et coordination	68
7.1	Bilan de l’année 2018	68
7.1.1	<i>Bilan des objectifs</i>	68
7.1.1.1	Évaluation des objectifs opérationnels qui visent la division en entier	68
7.1.1.2	Évaluation des objectifs opérationnels pour le responsable de la sécurité du système d’information	68
7.1.1.3	Évaluation des objectifs opérationnels pour le délégué à la protection des données	68
7.1.1.4	Évaluation des objectifs opérationnels pour la responsable de la qualité	68
7.1.1.5	Évaluation des objectifs opérationnels pour l’unité Grandes Entreprises	69
7.1.1.6	Évaluation des objectifs opérationnels pour la coordinatrice Grande Région	69
7.1.1.7	Évaluation des objectifs opérationnels pour le délégué à la coordination statistique	70
7.1.1.8	Évaluation des objectifs opérationnels pour la déléguée à la formation	70
7.1.1.9	Évaluation des objectifs opérationnels pour la Commission d’examen	70
7.1.1.10	Évaluation des objectifs opérationnels pour le délégué à la coopération	71

7.1.1.11	Évaluation des travaux courants de la déléguée « diversité et bien-être »	71
7.1.1.12	Évaluation des objectifs opérationnels pour le délégué à la sécurité du personnel et du bâtiment	71
7.1.1.13	Évaluation des objectifs opérationnels pour le délégué à l'égalité	71
7.1.2	<i>Bilan des travaux courants</i>	72
7.1.2.1	Évaluation des travaux courants du responsable de la sécurité du système d'information	72
7.1.2.2	Évaluation des travaux courants du délégué à la protection des données	72
7.1.2.3	Évaluation des travaux courants pour la responsable de la qualité	72
7.1.2.4	Évaluation des travaux courants de l'unité Grandes Entreprises	72
7.1.2.5	Évaluation des travaux courants de la coordinatrice Grande Région	73
7.1.2.6	Évaluation des travaux courants du délégué à la coordination statistique	73
7.1.2.7	Évaluation des travaux courants de la déléguée à la formation	73
7.1.2.8	Évaluation des travaux courants de la Commission d'examen	73
7.1.2.9	Évaluation des travaux courants du délégué à la coopération	74
7.1.2.10	Évaluation des travaux courants de la déléguée « diversité et bien-être »	74
7.1.2.11	Évaluation des travaux courants du délégué à la sécurité du personnel et du bâtiment	74
7.1.2.12	Évaluation des travaux courants du délégué à l'égalité	74
7.1.3	<i>Bilan de communication, coordination et formation</i>	75
7.1.3.4	Publications	75

Institut national de la statistique et des études économiques (Luxembourg) STATEC

Organigramme (31.12.2018)



STATEC

STATEC - Institut national de la statistique et des études économiques
13, rue Erasme - L-1468 Luxembourg
T +352 247-84219 M info@statec.etat.lu
F +352 46 42 89 W statec.lu

Situation au 1er décembre 2018

1. Division MAC – Statistiques macroéconomiques

1.1 Bilan de l'année 2018

La division des statistiques macroéconomiques (MAC) est en charge de la compilation des comptes nationaux, de la balance des paiements, des statistiques des finances publiques et des déficits excédentaires. En plus elle établit les statistiques sur l'énergie et les comptes de l'environnement ainsi que d'autres comptes satellites.

Ces statistiques reposent sur des référentiels méthodologiques internationaux le plus souvent repris ensuite dans des textes légaux de l'Union européenne ou d'autres. Le recours à des référentiels méthodologiques internationaux est un prérequis pour permettre la comparabilité des statistiques macroéconomiques entre pays.

Ainsi la comptabilité nationale repose sur le système européen des comptes SEC2010, qui reprend les concepts du Système de comptabilité nationale des Nations unies, utilisés mondialement pour les systèmes de comptabilité nationale des pays. Le système européen des comptes SEC2010 est instauré par le règlement (UE) 549/2013 du parlement européen et du conseil du 21 mai 2013. Ce dernier introduit aussi un programme de transmission obligatoire de résultats de la comptabilité nationale à la Commission européenne. Ce programme prévoit pour différents Etats membres ayant des difficultés pour se conformer à toutes les exigences du programme de transmission différentes dérogations. Les dernières dérogations tombent fin 2019 de sorte que tous les Etats membres doivent se conformer entièrement au programme de transmission en 2020.

La balance des paiements (BdP) est une statistique de synthèse macroéconomique les flux de biens, de services, de revenus, de transferts de capitaux, et les flux financiers que les résidents d'un pays effectuent avec le reste du monde. Elle reprend:

- le compte des transactions courantes: les opérations sur les ressources réelles (biens, services, revenus primaire¹ et secondaire²) de l'économie avec le reste du monde;
- le compte financier – les opérations sur actifs financiers;
- le compte de capital – il englobe notamment les opérations sur actifs non financiers non produits (comme par exemple les cessions et les acquisitions de noms de marques).

La BdP est compilée au Luxembourg conjointement par le STATEC et la BCL, notamment en exécution de la loi du 28 juin 2000 portant modification de l'arrêté grand-ducal modifié du 10 novembre 1944 relatif au contrôle des changes. La compilation des résultats repose sur une multitude de sources, afin de permettre au Luxembourg de produire les chiffres mensuels, trimestriels et annuels suivant une méthodologie internationale qu'est le manuel de la balance des paiements du Fonds monétaire international et les obligations internationales émanant notamment de la Commission européenne et de la Banque centrale européenne.

Les comptes nationaux ont un statut d'exception parmi les statistiques produites dans le cadre du système statistique européen. Ceci pour deux raisons principales:

¹ Salaires, intérêts, dividendes,...

² Revenus des redistributions: impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc., cotisations et prestations sociales et autres transferts courants.

- a) **enjeu politique et économique** vu l'utilisation des données de comptabilité nationale dans le cadre de l'orientation de la politique budgétaire au niveau national et de la gouvernance économique de l'UE.
- b) **impact financier important sur le budget de l'Etat** vu le large usage administratif dans le cadre du système des ressources propres de l'Union européenne (ressource propre fondée sur le revenu national brut (RNB), ressource propre basée sur une assiette harmonisée entre les pays de l'UE de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)).

Le Produit intérieur brut (PIB) est régulièrement utilisé pour évaluer le climat économique. Bon nombre de décisions politiques se font à l'appui des enseignements tirés de l'évolution des comptes nationaux.

Depuis la crise financière et du surendettement de certains pays membres de l'UE, la surveillance des risques macroéconomiques s'est encore renforcée par l'introduction de la procédure concernant les déséquilibres macroéconomiques (PDM). La PDM fait partie d'un cadre de surveillance qui vise à cerner, le plus tôt possible, les risques macroéconomiques potentiels, à prévenir l'apparition de déséquilibres macroéconomiques préjudiciables et à corriger les déséquilibres existants¹. Tant les agrégats de la comptabilité nationale que de la balance des paiements sont utilisés pour compiler le tableau de bord («scoreboard») utilisé pour la surveillance des déséquilibres macroéconomiques, ce qui engendre une supervision de plus en plus poussée de la part des organisations internationales quant à l'aspect qualitatif des résultats transmis.

La publication en octobre des résultats de la comptabilité nationale a provoqué pas mal de discussions sur la pertinence de l'indicateur du PIB pour mesurer l'activité économique au Luxembourg. **Le taux de croissance du PIB a connu une révision importante à la baisse** (la croissance n'est plus évaluée à +2.4% et 1.5% pour 2016 et 2017) alors que l'emploi au Luxembourg connaît une évolution relative dynamique. Cette révision est due à des opérations particulières de certaines entreprises multinationales présentes sur le territoire et qui sont difficiles à évaluer selon les concepts de la comptabilité nationale.

Le système européen des comptes (SEC) repose sur le concept du propriétaire économique des biens, des services et des actifs pour enregistrer les transactions y afférentes. Le but de ce concept de la comptabilité nationale est d'évaluer la réalité économique au-delà des transactions purement formelles ou comptables. Selon le SEC, le propriétaire économique est l'unité qui accepte les risques et avantages liés à l'utilisation du bien dans le cadre d'une activité de production en contrepartie d'un paiement convenu. Ainsi p.ex une entreprise installée au Luxembourg qui a sous-traité la production à des usines dans le reste du monde tout en se chargeant de l'achat des inputs et de la vente des produits finis est à enregistrer pour le compte du Luxembourg: importations des inputs, importations de services de production sous-traités, production de produits finis, exportations de produits finis.

Malheureusement, le SEC n'offre pas beaucoup de critères pour opérationnaliser ce concept de propriété économique. Dans certains cas, le propriétaire économique peut en effet différer du propriétaire légal qui a comptabilisé une transaction. Appliquer le concept du propriétaire économique aux transactions et aux actifs au sein d'un groupe multinational peut être particulièrement difficile: transactions motivées pour des raisons fiscales surtout celles relatives à la propriété intellectuelle qui peut passer rapidement d'un pays à l'autre sans coûts de transaction importants, identification de l'unité (peut-être à l'étranger) qui accepte réellement les risques et les avantages, existence d'unités à vocation spéciale qui centralisent le recouvrement de royalties souvent intragroupe pour l'utilisation de l'IP. La délimitation entre flux de revenus (sans impact sur le PIB) et paiement de services intragroupe

¹ <http://ec.europa.eu/eurostat/web/macroeconomic-imbances-procedure/background>

(impact sur le PIB) peut être brouillée dans certains cas. A cela s'ajoute la pratique des prix de transfert qui devraient être remplacés par des prix du marché dans la comptabilité nationale et la balance des paiements. Les comptes nationaux ne disposent cependant que peu d'éléments pour identifier de tels prix et doivent souvent accepter les informations fournies par les groupes multinationaux.

Le Luxembourg n'est pas le seul pays à devoir faire face à ce problème. Rappelons le cas de l'Irlande qui en 2016 a révisé son taux de croissance à 26% pour l'année de référence 2015 et qui a développé des indicateurs additionnels pour les besoins de l'analyse économique du pays.

Les groupes multinationaux et la globalisation font actuellement l'objet de discussions intenses¹ au sein des groupes de travail méthodologiques organisés par les organisations internationales (Nations Unies, OCDE, UE, FMI). Ces discussions et aussi l'impact de l'initiative « Base erosion et profit shifting » (BEPS) (initiative du G20/OCDE pour contenir les pratiques d'optimisation fiscale) impliquent que l'on n'a sans doute pas fini de parler de la pertinence du PIB comme mesure adéquate de l'activité économique d'un pays.

Dans le cadre de la **procédure des déficits excessifs de l'Union Européenne**, la Commission européenne doit surveiller la situation budgétaire des États membres. A cet effet, les États membres doivent notifier le déficit des administrations publiques et la dette publique à la Commission, la discipline budgétaire des États membres étant un critère fondamental pour l'Union économique et monétaire (UEM). Les modalités pratiques de la procédure de notification des déficits excessifs (aussi appelée notification EDP de l'anglais « excessive deficit procedure ») sont définies par le Règlement (CE) N° No 479/2009 du Conseil, tel que modifié par les règlements du Conseil N° 679/2010 et le règlement de la Commission N° 220/2014.

Jusqu'à récemment, les comptes nationaux (annuels et trimestriels) avaient la faveur des utilisateurs. Dorénavant, les décideurs souhaitent également **disposer de comptes satellites**. Les comptes satellites sont des comptes qui présentent une partie circonscrite des statistiques nationales pour des domaines spécifiques comme l'environnement, la culture, le tourisme,.....

La difficulté méthodologique lors de la compilation de ces comptes satellites réside dans la couverture du domaine en question. En effet, la couverture d'un domaine ne peut se résumer à une délimitation d'un certain nombre de branches d'activités de la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté Européenne (NACE) utilisée par la comptabilité nationale. Car, s'il est possible qu'une branche d'activité correspondent à 100% à un domaine spécifique, il apparaît le plus souvent qu'une branche n'appartient que partiellement au domaine étudié. Il sera dès lors nécessaire d'ajuster le processus de compilation des comptes pour tenir compte de la couverture spécifique du domaine.

Les premiers comptes satellites compilés par le STATEC sont les comptes économiques de l'environnement qui fournissent des informations importantes pour des indicateurs du développement durable. A ce sujet le STATEC suit également rigoureusement les recommandations édictées par les Nations Unies au travers de leurs publications sur le système des comptes économiques de l'environnement (SCEE). Les développements méthodologiques visant à l'établissement de ces comptes de l'environnement suivent un programme de travail en phase avec les demandes réglementaires de l'Union Européenne au travers des actes législatifs n°691/2011 et n°538/2014.

¹ Les documents suivants récents donnent un bon aperçu sur les problèmes de la comptabilité nationale à l'ère de la globalisation.

Addressing the Challenges of Globalization in National Accounts, Brent R. Moulton and Peter van de Ven (2018)

Addressing the challenges of globalisation in national accounts, Peter van de Ven (2018).

How to deal with globalisation in the framework of national accounts, Peter van de Ven, Nadim Ahmad, Paul Schreyer (2018).

A côté de la production courante des statistiques macroéconomiques, il importe de moderniser les méthodes de calcul des statistiques macroéconomiques pour mieux répondre aux exigences de qualité de plus en plus importantes et pour satisfaire les nouvelles demandes de la part des utilisateurs des statistiques. Ainsi la division MAC a poursuivi de nouveaux projets et initiatives:

- ⇒ La poursuite du projet NATNG qui vise l'optimisation et la modernisation technique des processus de calcul des comptes nationaux et des comptes satellites.
- ⇒ La mise en cohérence des comptes du reste du monde de la comptabilité nationale avec la balance des paiements qui est devenue indispensable avec l'alignement des référentiels méthodologiques qu'est le système européen des comptes 2010 pour la comptabilité nationale d'un côté, et le manuel de la balance des paiements (Version 6) pour la balance des paiements de l'autre côté.
- ⇒ La poursuite de l'intégration des dernières versions de nomenclatures relatives aux activités et aux produits dans les programmes et outils qui composent les processus de calcul des comptes nationaux.
- ⇒ Les travaux sur de nouveaux comptes satellites: eau, tourisme, préparation des travaux sur l'économie sociale et solidaire....

1.1.1 Bilan des objectifs opérationnels

1.1.1.1 Évaluation des objectifs opérationnels qui visent la division en entier

a. Le projet National Accounts – The Next Generation (NATNG)

Le projet NATNG vise une optimisation et une refonte complète du système de production des comptes nationaux, notamment au travers la modernisation des outils et des méthodes de travail des comptables nationaux mais aussi de la façon dont les données source sont transmises et réceptionnées. Les discussions menées relatives au projet NATNG ont permis d'identifier deux composants de base:

- Un besoin de stockage de données de sources externes et de données compilées
- Un système permettant d'exécuter un processus de compilation se décomposant en un nombre élevé d'étapes de compilation interdépendantes

Le premier besoin sera assuré par une plateforme générique de stockage de données, appelée VIVA, qui sera également utilisée par les autres unités de production de statistiques du STATEC. VIVA est en cours de développement au sein du service informatique du STATEC.

Au cours de l'année 2018, le STATEC a changé ses ambitions quant à la plateforme d'orchestration de l'exécution d'une chaîne de compilation de statistiques permettant l'exécution d'une séquence de tâches interdépendantes suivant un schéma prédéfini et de faire le suivi de l'exécution des tâches. L'idée initiale était de développer une telle plateforme au sein du STATEC avec le support de consultants externes. Après mûres réflexions, il a été estimé qu'un tel développement est trop ambitieux et très risqué (coûts, délais). Le projet NATNG vise maintenant plutôt de recourir aux outils du marché pour couvrir l'essentiel des besoins relatifs à l'orchestration d'un processus de compilation sans prévoir toutefois tous les raffinements pensés initialement.

Le projet NATNG comporte principalement les aspects suivants:

- La modélisation des processus de compilation suivant un standard reconnu qu'est le « Business Process Modelling Notation » (BPMN) pour améliorer la documentation de l'existant;
- L'optimisation des processus de compilation sur base des modèles BPMN et d'une analyse approfondie critique des différentes étapes de calcul: suppression d'étapes superflues, réorganisation des étapes, élimination des références circulaires, suppression de doubles emplois,...;
- La constitution d'un dictionnaire complet des variables utilisées en comptabilité nationale;
- La normalisation des chaînes de compilation: mêmes règles de programmation, intégration systématique à des étapes clefs des calculs des rapports de contrôle de données, traçabilité complète des calculs à partir des données sources aux résultats, normalisation des outils de correction de données, recours systématique au dictionnaire de données, même documentation des étapes de calcul, recours à un seul langage de programmation statistique pour les différentes étapes de calcul;
- Le versionning complet des données, des programmes et des résultats;
- La sécurisation des accès suivant des rôles;
- La reprogrammation des chaînes de compilation optimisées tout en intégrant les exigences de normalisation, de versionning et de sécurisation;
- Une spécialisation des agents selon les formations de base: des économistes pour l'analyse des données, l'élaboration des résultats et la spécification fonctionnelle pour les adaptations à apporter aux différents programmes; des statisticiens/informaticiens qui développent les programmes de la chaîne de compilation; des informaticiens qui mettent en place les plateformes de base et en assurent le bon fonctionnement dans la durée.

Le projet est programmé de 2017 à 2024. Il est subdivisé en plusieurs phases.

Pendant 2018, la division MAC a pris en charge ou a contribué aux travaux suivants:

- la modélisation des premiers processus de compilation à l'aide de la notation BPMN;
- la préparation de l'appel d'offre;
- la gestion et suivi du projet.

En 2018, un 1^{er} appel d'offre a dû être annulé faute d'offre répondant aux exigences du cahier des charges. Une des raisons majeures de l'échec de l'appel d'offre a été que les budgets n'étaient pas suffisamment importants pour pouvoir intéresser des sociétés privées. Un nouvel appel d'offre plus étoffé a été préparé en collaboration avec le CTIE. Avec l'aide du CTIE, il devient également possible de disposer de moyens budgétaires adéquats et d'élargir le périmètre du projet aux éléments suivants:

- La refonte complète de l'outil de « Balancing » (tableau ressources – emplois¹) et le passage vers les tableaux « input-output » tout en intégrant de nouvelles fonctionnalités comme l'équilibrage parallèle à prix courants et à prix constants, la compatibilité avec le manuel d'Eurostat « Manual of Supply, Use and Input-Output Tables », la possibilité de définir des règles automatiques d'équilibrage,...;

¹ Les tableaux ressources emplois: Les tableaux des ressources et des emplois sont des matrices par produit et par branche d'activité qui décrivent de façon détaillée les activités de production et les opérations sur les produits d'une économie. Les tableaux ressources emplois sont un outil important pour établir les résultats finaux de la comptabilité nationale. En effet une comptabilité nationale est construite sur base de multiples sources de données qui ne sont pas complètement cohérentes a priori entre elles. Les tableaux ressources emplois permettent de vérifier la cohérence des résultats et au besoin d'ajuster certains résultats pour éliminer les incohérences.

- Le développement d'outils permettant la diffusion des résultats de la comptabilité nationale en différents formats, dont notamment le SDMX-ML¹, mais aussi d'autres formats utilisés pour la publication ou l'archivage de données,...

Cet appel d'offre prévoit les lots suivant:

- La finalisation de l'analyse des besoins (extension au nouveau périmètre);
- La modélisation et l'optimisation des processus de calcul;
- La conceptualisation de la solution NATNG et la rédaction de différents cahiers des charges pour l'implémentation;
- L'assistance à la maîtrise d'ouvrage.

L'implémentation ne se fera pas d'un seul bloc. L'envergure des travaux est trop importante. Il importe donc subdiviser les travaux d'implémentation en différents volets sur base des différents cahiers des charges à élaborer dans le cadre de l'appel d'offre.

b. Participation à la mise en place d'une Large Case Unit (LCU)

Beaucoup d'instituts statistiques se dotent actuellement d'unité dite « Large Case Unit », dont la fonction est d'analyser les grands groupes multinationaux présents sur le territoire d'un pays pour mieux comprendre le fonctionnement du groupe sur le territoire du pays en question. Une compréhension du groupe dans sa totalité est souvent un préalable à cet effet. Au terme de l'analyse, la LCU doit proposer une analyse détaillée du groupe pour assurer un traitement cohérent dans les différents domaines statistiques. La LCU est donc un des outils qui peut aider à mieux maîtriser l'enregistrement des transactions et des stocks des groupes multinationaux dans les statistiques. Certains pays vont plus loin et centralisent, du moins partiellement, la collecte des données auprès des grands groupes auprès de la LCU et qui ensuite fait le dépouillement des données et assurent un dispatching cohérent vers les différentes statistiques concernées.

Courant 2018, la division MAC a participé à l'élaboration d'un schéma de fonctionnement pour la LCU. Ce « mission statement » fut finalisé et accepté par la Direction en avril 2018.

La LCU se compose d'une unité opérationnelle qui effectue les travaux d'analyse et d'un groupe de travail composé d'experts des différents domaines statistiques qui valident les travaux d'analyse et assurent une implémentation cohérente des conclusions de la LCU.

La division MAC participe également aux travaux du groupe d'experts.

c. Mise en cohérence des comptes du reste du monde de la comptabilité nationale avec la balance des paiements

Les référentiels méthodologiques, qu'est le système européen des comptes 2010 pour la comptabilité nationale d'un côté, et le manuel de la balance des paiements (Version 6) pour la balance des paiements de l'autre côté, se sont alignés depuis leur dernière version respective. Il existe quelques divergences mineures, mais qui n'empêchent pas que les résultats des deux statistiques devraient être cohérents. Dans le passé les deux référentiels méthodologiques n'étaient pas encore alignés de sorte que les deux statistiques se sont développées de façon séparée par le recours à des sources de données et à des méthodes de calcul différentes. Ainsi malgré une certaine convergence au cours des

¹ SDMX est une norme ISO pour l'échange de données statistiques et de métadonnées entre organisations internationales et les pays membres. A des fins de transmission à Eurostat, les résultats de la comptabilité nationale sont convertis au format SDMX-ML, qui est la représentation XML du format d'échange de données et de métadonnées.

dernières années (ex: rémunérations payées/reçues au/du reste du monde), il reste des différences importantes entre les comptes du reste du monde de la comptabilité nationale et la balance des paiements, notamment au niveau:

- ⇒ du négoce international
- ⇒ des services financiers
- ⇒ des services non-financiers
- ⇒ des revenus de propriété
- ⇒ des revenus de portefeuille
- ⇒ des revenus secondaires (transfert, impôts, cotisations sociales,...)
- ⇒ du compte de capital

Les utilisateurs des statistiques sont en droit de s'attendre à des statistiques cohérentes si les concepts méthodologiques sont identiques. Ces différences entre la comptabilité nationale et la balance de paiement sont mises en évidence chaque année par les rapports de qualité relatifs aux statistiques du tableau de bord («scoreboard») utilisé à des fins de surveillance dans le cadre de la procédure concernant les déséquilibres macroéconomiques (PDM) de l'Union européenne.

Dans le cadre du cycle de vérification de l'agrégat de la comptabilité nationale du revenu national brut (RNB) (voir f.), obtenu en ajoutant au PIB le solde des rémunérations des personnes non-résidentes, le solde des revenus de propriété avec le reste du monde et le solde des impôts et des subventions sur la production payés/reçus à l'UE, utilisé comme base de calcul de la principale ressource propre de l'Union européenne, le Luxembourg s'est vu attribuer comme **1^{er} point d'action**, l'élimination des différences entre les comptes du reste du monde de la comptabilité nationale et la balance des paiements.

Ce projet nécessite une collaboration étroite entre les unités concernées du STATEC et la BCL pour certains points.

Il importe donc de travailler prioritairement sur l'élimination des différences restantes. Courant 2018, un expert externe a été recruté pour supporter le personnel en place dans les travaux à faire:

- Analyse des différences pour comprendre leur origine
- Mise en place de procédure pour réconcilier les données des domaines statistiques
- Adapter les sources et les méthodes de calcul des deux domaines statistiques

Un certain nombre de travaux entamés ont pu être finalisés:

- Développement commun d'une procédure d'estimation harmonisée pour les entités à vocation spéciale (EVS ou SPE),
- Uniformisation du traitement SIFIM second tour en ce qui concerne les prélèvements des frais de gestion d'actifs sur le revenu des OPC;
- Analyse des différences au niveau du négoce international.

Pour 2019, beaucoup de travaux restent à faire pour ce projet prioritaire.

d. Mise en place des comptes sectoriels non-financiers

Dans le SEC, les unités au comportement économique similaire sont regroupées dans des secteurs institutionnels. Le SEC distingue cinq principaux secteurs institutionnels qui composent l'économie nationale: les Sociétés non financières, les Sociétés financières, les Administrations Publiques, les Ménages, les Institutions Sans But Lucratif au service des Ménages. L'ensemble des unités non résidentes,

dans la mesure où elles entretiennent des relations économiques avec l'économie nationale sont regroupées dans un secteur appelé « le Reste du Monde ». Pour les secteurs institutionnels, il existe aussi des subdivisions supplémentaires. Ainsi le secteur des administrations publiques est subdivisé en administration centrale, administration des états fédérés, administration locale et administration de sécurité sociale.

Les comptes sectoriels prévoient une subdivision de l'économie suivant ces secteurs institutionnels. Ils permettent d'analyser la formation, la répartition et l'utilisation des revenus tout comme la formation et l'utilisation de l'épargne ainsi que les opérations financières et le patrimoine selon les différents secteurs.

Le RNB est aussi un agrégat qui peut être déterminé directement à partir des comptes sectoriels complets.

En 2016 EUROSTAT a lancé une procédure « EU-Pilot » à l'égard du Luxembourg qui vise la situation de non-conformité pour la fourniture des comptes sectoriels annuels et trimestriels non-financiers. En effet, ces comptes sont prévus dans le programme de transmission obligatoire du SEC2010 et le Luxembourg n'avait pas réussi dans le passé à mettre en place des procédures de production régulière de ces comptes. Depuis 2017, la situation a cependant changé. En effet, pour 2017, le Luxembourg a transmis et publié l'ensemble de la séquence des comptes sectoriels annuels non financiers. En 2018, les travaux ont porté sur les comptes sectoriels non-financiers trimestriels qui sont transmis à Eurostat avant la fin de l'année 2018.

Les travaux sur l'amélioration de la qualité de certains chiffres, notamment relatif au niveau très détaillé des comptes sectoriels, devront encore être poursuivis en 2019. En 2017 et 2018, la priorité a été la mise en conformité par rapport au programme de transmission en veillant surtout à la qualité des plus importants agrégats.

En ce qui concerne le programme de transmission, il ne reste plus que les dernières dérogations, dont l'échéance se situe début 2020, à traiter: la fourniture de données historiques pour les comptes financiers (travail fait essentiellement par la BCL) et les comptes de patrimoine financier (travail fait essentiellement par la BCL) ainsi que la fourniture des comptes trimestriels à T+2 mois au lieu de T+85 jours actuellement.

Un autre problème récurrent est la différence qui reste entre les comptes sectoriels d'un côté, et les comptes de l'administration publique de l'autre côté. Ces derniers ont des règles et des procédures de compilation spécifiques en raison de leur utilisation dans le cadre de la procédure des déficits excessifs. En principe, les comptes de l'administration publique sont partie intégrante des comptes sectoriels, l'administration publique étant un des principaux secteurs institutionnels. En raison des exigences relatives à la procédure des déficits excessifs, les comptes de l'administration publique sont obligés de recourir toujours aux données les plus récentes. Ainsi la dernière date pour la prise en considération de nouvelles données est relativement proche de la date de publication des chiffres. Pour les comptes sectoriels qui intègrent aussi les données des autres secteurs et d'autres sources notamment des comptes annuels respectivement des comptes trimestriels, il faut une période de compilation bien plus étendue que pour les comptes de l'administration publique. Ainsi il n'est pas possible pour la même échéance d'intégrer la dernière version des comptes de l'administration publique dans les comptes sectoriels. Il en résulte au même moment de la publication des comptes de l'administration publique et des comptes sectoriels que les chiffres relatifs au secteur de l'administration publique divergent quelque peu des chiffres des comptes sectoriels. Ceci est à priori étonnant pour l'utilisateur et difficile à lui expliquer. Notons aussi qu'EUROSTAT devient de plus en plus exigeant

en ce qui concerne les incohérences entre les chiffres qui leur sont transmis dans le cadre du programme de transmission obligatoire du SEC2010. La solution à ce problème serait une nouvelle mise à jour des comptes nationaux après le délai de publication au 31 mars (pour le volet trimestriel) et 30 septembre (les volets annuels et trimestriels) pour les aligner à nouveau sur les comptes des administrations publiques. Pour faire ceci, des ressources additionnelles sont cependant nécessaires.

Signalons que dans le cadre des travaux sur une meilleure prise en considération de la globalisation dans la comptabilité nationale, une des pistes discutées est d'augmenter le niveau de granularité de la publication des comptes sectoriels p.ex. en subdivisant le secteur des sociétés (non-)financières en deux sous-secteurs: les sociétés sous contrôle étranger et les sociétés sous contrôle domestique. Il faut donc s'attendre à moyen terme un détail plus et à une importance plus grande des comptes sectoriels. La poursuite de la qualité des résultats des comptes sectoriels est donc de mise.

e. Adaptation des données de base, fichiers et programmes à la NACE Rev2, secteurs SEC2010 et la CPA version 2015 (version annuelle et version trimestrielle).

Le regroupement des données suivant les branches d'activités et/ou suivant les produits est un élément important de chaque système de comptabilité nationale. Pour effectuer ce regroupement les données doivent être classées en fonction des mêmes schémas utilisés au travers tout le système de comptabilité nationale. La classification statistique des produits associée aux activités (CPA) est la nomenclature des produits (biens et services) utilisé dans le cadre des comptes nationaux. La version actuelle est la version 2015. La nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (NACE) désigne la classification des activités économiques en vigueur dans l'Union européenne (UE). Elle est utilisée également au niveau de la comptabilité nationale. La version 2.0 est la version actuelle. Le système de la comptabilité nationale du STATEC utilise actuellement encore en majeure partie la version 1.1 de la NACE et la version 2002 de la CPA. La publication des résultats sur base des versions actuelles des nomenclatures se fait à l'aide de clefs de passage appliquées aux résultats calculés selon les anciennes versions des nomenclatures.

Le changement de nomenclatures de référence est toujours un exercice délicat et très intensif en travail. En effet, il faut revoir toute la logique des multiples programmes de traitement des données. Toutes les lignes de codes de type « IF NACE = , SELECT IF CPA = , MATCH FILES /BY NACE » etc. doivent être analysées et adaptées aux nouvelles nomenclatures. L'expérience passée a montré qu'il n'est généralement pas possible de travailler sur les nomenclatures pendant la période de production des comptes. Les fenêtres de travail sont donc assez restreintes, ce qui explique la durée des travaux d'adaptation.

Qui plus est, les travaux préliminaires au lancement du projet NATNG ont montré que le changement de nomenclature dans le système de compilation actuel est très complexe vu qu'il n'y a pas de séparation entre les fonctions de production, stockage, analyse et traitements logiques dans les programmes. Si le projet NATNG adressera ce problème avec une haute priorité, il est néanmoins vrai que MAC ne pourra pas attendre la fin dudit projet pour la mise en œuvre concrète des nomenclatures NACE Rev2 et CPA 2015.

Courant 2018 le STATEC a enfin pu entamer ce chantier d'envergure à l'aide d'un consultant externe. Les travaux vont encore se poursuivre pendant au moins 2 à 3 ans.

Les tableaux des ressources et des emplois présentent une vue complète de l'économie en détaillant les ressources de l'économie (production, importations,...), les emplois des biens et des services pro-

duits et importés (consommation des ménages, exportations,...) et les revenus générés par cette production¹. En principe les ressources de l'économie doivent être égales aux emplois de l'économie. Comme la comptabilité nationale utilise des sources de données très diverses, les chiffres des ressources d'un côté ne sont pas identiques à priori aux chiffres des emplois de l'autre côté. Les tableaux des ressources et des emplois permettent d'arbitrer entre les chiffres et faire l'équilibrage entre ressources et emplois. Cet équilibrage assure des résultats plus cohérents en assurant des résultats identiques aux trois approches de la comptabilité nationale (approche production, approche dépense, approche revenu) et constitue l'étape finale de production des résultats de la comptabilité nationale avant de leur publication. Ces tableaux se basent aussi sur des matrices avec une dimension produits et une dimension activités. Ces dimensions sont définies à l'aide des niveaux intermédiaires des classifications CPA et NACE (essentiellement les codes à 3 positions moyennant quelques exceptions). Il faut donc adapter également les tableaux ressources – emplois à la dernière version des classifications.

Courant 2018, on a arrêté définitivement la liste des produits basée sur la version 2015 de la CPA à utiliser à l'avenir par les tableaux ressources-emplois. Contrairement au plan initial, les travaux d'adaptation des tableaux ressources emplois doivent se faire avec des ressources internes. Le temps qui peut être consacré à ces travaux reste limité. Pour cette raison, ce projet n'est pas encore avancé autant qu'il serait souhaitable.

Actuellement le travail en version ancienne des nomenclatures n'est pas encore critique. Cela complexifie surtout le travail d'analyse et la confection des résultats finaux. Toutefois, chaque changement supplémentaire substantiel des classifications officielles conduirait le système de la comptabilité nationale vers une situation hautement délicate. Le système des clefs de passage a clairement des limites ! Il importe donc d'achever ce projet avant la prochaine révision majeure des nomenclatures. Aucune date n'est connue actuellement pour une telle révision majeure.

f. Missions de contrôle des méthodes de calcul du revenu national brut (RNB)

Le RNB des Etats membres est la base de calcul pour la principale ressource propre de l'Union européenne. Pour assurer l'équité des contributions à l'Union Européenne, il importe que le calcul du RNB de tous les Etats membres repose sur la même méthodologie et réponde aux mêmes exigences de qualité. La 1^{ière} exigence est remplie par le recours au SEC2010 comme référentiel méthodologique. Pour assurer que le RNB de chaque pays membre respecte les mêmes exigences de qualité, un important dispositif d'assurance qualité a été mis en place par Eurostat:

- Rédaction d'un inventaire des sources et méthodes du calcul du RNB à intervalle régulier
- Etablissement de tableaux (Process tables) montrant l'évolution des chiffres à partir de la source jusqu'aux résultats finaux tout en caractérisant les différents ajustements effectués aux données
- Vérification de l'inventaire par Eurostat et envoi de demandes de précision aux Etats membres
- Définition par Eurostat de points d'action d'amélioration des sources et méthodes de calcul, voir même des réserves pour des points de non-conformité majeurs
- Contrôle des calculs sur place dans les Etats membres
- Rapport qualité annuel accompagnant la transmission annuelle à Eurostat des chiffres du RNB qui explique les grandes révisions et les importantes évolutions du RNB et qui décrit les changements apportés aux sources et méthodes de calcul depuis l'année précédente.

¹ http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Building_the_System_of_National_Accounts_-_supply_and_use_tables/fr

- Vérification des chiffres du RNB par Eurostat

Comme tout le RNB repose sur le PIB, en fait toute la comptabilité nationale d'un pays fait l'objet de ce processus d'assurance qualité par Eurostat.

Après la visite d'audit en 2017 de la part d'Eurostat, le STATEC a continué à répondre aux multiples questions posées par email par les auditeurs d'Eurostat. Le STATEC continue également les travaux relatifs aux différents points d'action émis par les auditeurs d'Eurostat.

Table 1-1 Nombre de points d'action fin novembre 2018

Type	Nombre	clôturé	en cours de validation	en cours
A	12	1	2	3
B	30	2	3	7
C	1			1

A: Action point demandant une mise à jour d'une méthode de calcul

B: Action point demandant de préciser l'inventaire

C: Action point pour Eurostat pour clarifier un sujet méthodologique

N°	Objectif	Evaluation
1	Projet: National accounts – The next generation (NATNG)	<p>En cours de 2018, le STATEC a changé ses ambitions quant à la plateforme d'orchestration de l'exécution d'une chaîne de compilation de statistiques permettant l'exécution d'une séquence de tâches interdépendantes suivant un schéma prédéfini et de faire le suivi de l'exécution des tâches. L'idée initiale était de développer une telle plateforme en interne avec le support de consultants externes. Après mûres réflexions, il a été estimé qu'un tel développement est trop ambitieux et très risqué. Le projet NATNG vise maintenant plutôt de recourir aux outils du marché pour couvrir l'essentiel des besoins relatifs à l'orchestration d'un processus de compilation sans prévoir toutefois tous les raffinements pensés initialement.</p> <p>En 2018, un 1ier appel d'offre a dû être annulé faute d'offre répondant aux exigences du cahier des charges. Une des raisons majeures de l'échec de l'appel d'offre a été que les budgets n'étaient pas suffisamment importants pour pouvoir intéresser des sociétés privées. Un nouvel appel d'offres plus étoffé a été préparé en collaboration avec le CTIE. Avec l'aide du CTIE, il devient possible d'élargir le périmètre du projet aux éléments suivants:</p> <p>La refonte complète de l'outil de « Balancing » (tableau ressources – emplois) et le passage vers les tableaux « input-output » tout en intégrant de nouvelles fonctionnalités comme l'équilibrage parallèle à prix courants et à prix constants, la compatibilité avec le manuel d'Eurostat « Manual of Supply, Use and Input-Output Tables », la possibilité de définir des règles automatiques d'équilibrage,...;</p> <p>Le développement d'outils permettant la diffusion des résultats de la comptabilité nationale en différents formats, dont notamment le SDMX-ML, mais aussi d'autres formats utilisés pour la publication ou l'archivage de données,...;</p>

N°	Objectif	Evaluation
2	Mise en place d'une « Large cases unit »	Collaboration au groupe de travail chargé de l'élaboration d'un concept pour la mise en place d'une « Large cases unit » (LCU). Elaboration d'un schéma de fonctionnement pour la LCU. Le mission statement fut finalisé et accepté par la Direction en avril 2018.
3	Mise en cohérence des comptes du reste du monde de la comptabilité nationale et de la balance des paiements	<p>Le Luxembourg affiche toujours des résultats divergents entre les comptes du reste du monde de la comptabilité nationale et la balance des paiements malgré l'alignement des référentiels méthodologiques respectifs.</p> <p>Ces différences entre la comptabilité nationale et la balance de paiement sont mises en évidence chaque année par les rapports de qualité relatifs aux statistiques du tableau de bord («scoreboard») utilisé à des fins de surveillance dans le cadre de la procédure concernant les déséquilibres macroéconomiques (PDM) de l'Union européenne.</p> <p>Dans le cadre du cycle de vérification de l'agrégat du revenu national brut (RNB), le Luxembourg s'est vu attribuer comme 1ier point d'action, l'élimination de la différence entre les comptes du reste du monde de la comptabilité nationale et la balance des paiements.</p> <p>Malgré une certaine convergence au cours des dernières (ex: rémunérations payées/reçues au/du reste du monde), il reste des différences importantes pour certains volets. Certains travaux d'analyse sur les différences ont été finalisés, d'autres restent à faire. Les premières adaptations aux méthodes de calcul ont été faites ou sont en cours de réalisation.</p>
4	Comptes sectoriels trimestriels non financiers	En 2016 EUROSTAT a lancé une procédure « EU-Pilot » à l'égard du Luxembourg qui vise la situation de non-conformité pour la fourniture des comptes sectoriels annuels et trimestriels non-financiers. En effet, ces comptes sont prévus dans le programme de transmission obligatoire du SEC2010 et le Luxembourg n'avait pas réussi dans le passé à mettre en place des procédures de production régulière de ces comptes. Depuis 2017, la situation a cependant changé. En effet, en 2017 le Luxembourg a transmis et publié l'ensemble de la séquence des comptes sectoriels annuels non financiers. En 2018, les travaux ont porté les comptes sectoriels non-financiers trimestriels qui ont pu être transmis à Eurostat avant la fin de l'année 2018 pour toute la période prévue dans le programme de transmission.

1.1.1.2 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité MAC1

N°	Libellé	Evaluation
1	Comptes trimestriels des auxiliaires financiers	Pour améliorer les comptes trimestriels et réduire l'importance des révisions, lors de la 1 ^{ère} estimation annuelle des comptes, il est important de disposer de meilleures données sur les auxiliaires financiers (sociétés de gestion et PSF) en recourant à des données source au lieu des indicateurs apparentés. A cet effet il faut développer un outil de compilation de résultats à partir de données source, modifier l'intégration dans les comptes trimestriels et un outil de première analyse des résultats. Les travaux qui ont commencé courant 2017 à l'aide d'un consultant externe ont été finalisés début 2018 et les résultats furent intégrés pour la première fois dans les comptes annuels de la notification septembre 2018 ainsi que dans la campagne trimestrielle 2018T2.
2	Amélioration de l'estimation préliminaire des comptes nationaux	La méthode d'estimation préliminaire des comptes annuels pour l'année 2017 fut améliorée par une ressource supplémentaire disponible dans l'unité ainsi que par une étroite collaboration avec la LCU pour la validation des résultats.
3	Production et publication des comptes trimestriels à T+2 mois	MAC1 est en train d'affiner les modèles mathématiques à côté du travail « normal » sur les comptes trimestriels. Il s'avère qu'en cas de turbulences économiques, ces modèles mathématiques souffrent de problèmes pour estimer les agrégats avec une précision suffisante. Des demandes furent adressées à d'autres pays qui connaissent les mêmes problèmes. Lors de la mid-term review, la conclusion suivante fut retenue: en attendant l'estimation plus fiable à T+85 jours, utiliser des modèles mathématiques pour estimer les agrégats du dernier trimestre à T+2 mois, flagger ces agrégats comme provisoires et non-publiables. Pour avoir des estimations suffisamment fiables à T+2 mois, il vaut mieux ne pas trop faire usage d'ARIMA.

1.1.1.3 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité MAC2

N°	Libellé	Evaluation
1	Réorganisation et adaptations partielles des plans de travail individuels	L'unité MAC2 s'est réorganisée après des événements imprévus.
2	Comptes trimestriels des auxiliaires financiers	L'unité MAC2 a collecté, codé et intégré les comptes trimestriels des auxiliaires financiers dans la chaîne des comptes nationaux trimestriels ensemble avec MAC1.
3	Analyse des prix dans le secteur financier	Un expert externe a été engagé pour analyser les prix du secteur financier utilisés pour la déflation des comptes du secteur financier et pour proposer des prix plus pertinents sur base des pratiques d'autres pays ayant un secteur financier important.
4	Intégration des nouvelles données du secteur S15 – ISBLSM	L'unité MAC2 a intégré les nouvelles données des institutions sans but lucratif au service des ménages, ensemble avec MAC1, dans la chaîne de production des comptes nationaux annuels.

1.1.1.4 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité MAC3

A côté du projet de mise en cohérence BoP/CN (voir plus haut), l'unité MAC3 effectue surtout des travaux courants:

- Production de la statistique de la balance des paiements
- Analyse des données en collaboration aussi avec d'autres acteurs comme l'unité « Investissements directs étrangers » du STATEC, la BCL et d'autres pays en ce qui concerne les asymétries bilatérales au niveau de la balance des paiements.

1.1.1.5 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité MAC4

En se basant sur l'expérience des années précédentes, seulement quatre objectifs stratégiques ont été définis pour 2018. Les exigences croissantes en matière d'information sur les administrations publiques (données détaillées, questionnaires sur les méthodes, etc...) par rapport à des ressources humaines constantes ne permettent plus de se donner un programme riche en objectifs.

N°	Libellé	Evaluation
1	Rédaction des parties restantes de l'inventaire des sources et méthodes de la procédure des déficits excessifs (EDP)	L'inventaire des sources et méthodes EDP étant un instrument important pour Eurostat afin de surveiller l'harmonisation entre les Etats membres en ce qui concerne l'application des concepts et règles du SEC2010, il est impératif de rédiger cet inventaire. Cet objectif a pu être atteint et l'inventaire a été envoyé à Eurostat.
2	Amélioration de la base de données des participations de l'Etat luxembourgeois	Afin de disposer d'une base de données tenant compte de tous les détails des participations de l'Etat luxembourgeois, des travaux de rénovation sont entrepris sur les données existantes.
3	Reclassement sectoriel des hôpitaux	Le STATEC se voit donc dans l'obligation de procéder au reclassement sectoriel des hôpitaux du secteur des sociétés non-financières vers le secteur des administrations publiques (S.13) et, pour certains hôpitaux, vers le secteur des institutions sans but lucratif au service des ménages (S.15). Les données en provenance de la CNS nous sont parvenues. Les prochaines étapes consistent dans: <ul style="list-style-type: none">• encodage des données obtenues• changements à implémenter dans les systèmes de calcul des comptes des administrations publiques et des comptes nationaux

1.1.1.6 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité MAC5

Au cours de ces dernières années l'unité « Comptes satellites » a multiplié les développements méthodologiques afin de produire des comptes dans différents domaines: l'environnement, l'eau, la culture et le tourisme. La réalisation de ces projets de développement étant externalisé, leur finalisation a toujours été respectée.

Par contre, la production en routine de ces comptes est un problème majeur pour l'unité ! Les ressources humaines actuellement disponibles ne permettent que la compilation des comptes qui sont obligatoires au sens des règlements européens, c'est-à-dire uniquement les comptes de l'environnement. Tous les autres comptes ne sont pas mis en routine et leur production n'est donc pas renouvelée.

N°	Libellé	Evaluation
1	Comptes satellites du tourisme	Au cours de l'année 2018, les comptes du tourisme ont été produits pour la première fois au Luxembourg, sur les années 2015 et 2016. Certaines recommandations restent toutefois à être appliquées afin de garantir la robustesse des chiffres produits.
2	Comptes monétaires de l'environnement	Cette année fut l'occasion pour l'unité des comptes satellites de parfaire la production des comptes monétaires de l'environnement. Des exercices de vérification de la cohérence entre les comptes ont été réalisés et de nouvelles statistiques ont été produites afin de donner une vision plus complète de l'économie des biens et services environnementaux.
3	Comptes physiques de l'environnement Water accounts	Ce projet, financé en partie par Eurostat, a permis de développer les méthodes nécessaires à la compilation des comptes de l'eau pour la première fois au Luxembourg. Actuellement les années 2013 à 2015 sont disponibles.

1.1.2 Bilan des travaux courants

1.1.2.1 Évaluation des travaux courants de l'unité MAC1

N°	Libellé	Evaluation
1	Comptes annuels 2014 à 2017	La deadline officielle européenne pour la compilation et la transmission des comptes annuels dans le cadre du règlement SEC2010 fut respectée. Malheureusement MAC n'a pu se tenir au nouveau calendrier interne établi en 2015 dû à divers événements et travaux non prévus dans le planning pour 2018 établi en novembre 2017. Ce planning prévoit la finalisation des travaux pour fin août/début septembre afin de laisser suffisamment de temps pour le calcul des comptes sectoriels annuels et la compilation des comptes trimestriels de 2 nd trimestre à publier à T+85 jours.
2	Comptes trimestriels	Les deadlines officielles européennes pour la compilation et la transmission des comptes trimestriels furent respectées, sauf celle du 21 septembre 2018. En effet les données trimestrielles relatives à 2018 T2 furent uniquement transmises à Eurostat le 18 octobre 2018 et publiées au niveau national le 19 octobre 2019. Ce décalage fut causé par un retard dans la mise à disposition des données des comptes annuels.
3	Pondération pour IPCN et IPCH	L'élaboration des poids de pondération pour l'IPCN et l'IPCH sur base de la dépense de consommation finale des comptes nationaux est commencée après la clôture des comptes annuels. Le schéma de pondération fut mis à disposition dans les délais à l'unité SOC4.
4	R&D S13 2017	La préparation d'une nouvelle enquête R&D du secteur public pour les données de l'année de référence 2017 est planifiée pour être achevée dans les délais et il est prévu d'envoyer les questionnaires pour le 31 décembre 2018.
5	R&D S13 2016	Les résultats de l'enquête R&D du secteur public pour l'année de référence 2016 ont été envoyés le 31 octobre 2018. Ce non-respect du délai était dû à un retard de la mise à disposition des données de R&D des autres secteurs.
6	Emploi et salaire mensuel	Les statistiques mensuelles sur l'emploi et les salaires ont été produites mensuellement dans les délais officiels.

1.1.2.2 Évaluation des travaux courants de l'unité MAC 2

N°	Libellé	Evaluation
1	Production des comptes des sociétés financières pour les comptes annuels 2014-2017	L'unité MAC2, responsable des comptes du secteur financier, a collaboré avec MAC1 dans la compilation des comptes nationaux qui constituent un système intégré et cohérent.
2	Compilation des comptes des sociétés financières pour les comptes trimestriels 2017 T4 et révision des trimestres précédents	L'unité MAC2 a établi les comptes des sociétés financières à prix courants et à prix constants pour les intégrer dans les comptes nationaux trimestriels.
3	Compilation des comptes des sociétés financières pour les comptes trimestriels 2018 T1 et révision des trimestres précédents	L'unité MAC2 a établi les comptes des sociétés financières à prix courants et à prix constants pour les intégrer dans les comptes nationaux trimestriels.
4	Compilation des comptes des sociétés financières pour les comptes trimestriels 2018 T2 et révision des trimestres précédents	L'unité MAC2 a établi les comptes des sociétés financières à prix courants et à prix constants pour les intégrer dans les comptes nationaux trimestriels.
5	Compilation des comptes des sociétés financières pour les comptes trimestriels 2018 T3 et révision des trimestres précédents	L'unité MAC2 a établi les comptes des sociétés financières à prix courants et à prix constants pour les intégrer dans les comptes nationaux trimestriels.
6	Compilation des comptes sectoriels non financiers annuels des années 2014 - 2017	L'unité MAC2 a calculé les comptes sectoriels non financiers annuels. Le RNB qui en découle a été envoyé à Eurostat. Les comptes sectoriels ont été publiés sur le site du Statec en octobre.
7	Compilation des comptes trimestriels	L'unité MAC2 a calculé les comptes sectoriels non financiers trimestriels et les a envoyés à Eurostat en octobre. Depuis 2018 une production trimestrielle régulière est assurée.

N°	Libellé	Evaluation
	<p>triels non-financiers pour 2018 T2 et 1^{er} calcul des trimestres précédents depuis 2014</p>	
8	<p>Compilation des comptes trimestriels non-financiers 2018 T3 et révision des trimestres précédents</p>	<p>L'unité MAC2 a calculé les comptes trimestriels non-financiers.</p>
8	<p>Compilation des comptes sectoriels financiers des années 2014 - 2017</p>	<p>L'unité MAC2 a calculé les comptes sectoriels financiers annuels ensemble avec la BCL.</p>
9	<p>Compilation des comptes sectoriels financiers trimestriels des années 2017 T4 et révision des trimestres précédents</p>	<p>L'unité MAC2 a calculé les comptes sectoriels financiers trimestriels ensemble avec la BCL.</p>
10	<p>Compilation des comptes sectoriels financiers trimestriels des années 2018 T1 et révision des trimestres précédents</p>	<p>L'unité MAC2 a calculé les comptes sectoriels financiers trimestriels ensemble avec la BCL.</p>
11	<p>Compilation des comptes sectoriels financiers trimestriels des années 2018 T2 et révision des trimestres précédents</p>	<p>L'unité MAC2 a calculé les comptes sectoriels financiers trimestriels ensemble avec la BCL.</p>
12	<p>Compilation des comptes sectoriels financiers trimestriels des années 2018 T3 et</p>	<p>L'unité MAC2 a calculé les comptes sectoriels financiers trimestriels ensemble avec la BCL.</p>

N°	Libellé	Evaluation
	révision des trimestres précédents	

1.1.2.3 Évaluation des travaux courants de l'unité MAC3

N°	Libellé	Evaluation
1	Collecte d'informations	L'activité principale de l'unité se résume à la réalisation des travaux courants, qui consistent dans les collectes mensuelle, trimestrielle et annuelle de données indispensables à l'établissement de la balance des paiements (BdP) et à la production subséquente des résultats (conjointement avec la BCL), en conformité avec les dispositions réglementaires en vigueur.
2	Production de résultats statistiques	En 2018, la totalité du programme de transmission et des délais y relatifs a été respectée, et ce avec un degré de couverture et de cohérence interne de 100%. Plus d'un million de résultats individuels ont été envoyés aux organisations internationales en cours d'année.
3	Coordination des statistiques en matière d'investissements directs étrangers (IDE)	La coordination des travaux en matière d'investissements directs étrangers est récurrente et complexe, car elle doit assurer la cohérence entre les différentes enquêtes (STATEC/BCL) au niveau des revenus, du compte financier et de la position extérieure globale
4	Asymétries bilatérales avec des pays partenaires	MAC3 a participé activement à différentes initiatives dans ce contexte. Des avancées avec certains pays ont été notées. Il apparaît toutefois dans bien des cas qu'une réduction des asymétries bilatérales passe par un accroissement des écarts BdP avec le compte reste du monde des comptes nationaux.

1.1.2.4 Évaluation des travaux courants de l'unité MAC4

Au courant des dernières années le programme de tableaux annuels, semestriels, trimestriels et mensuels à produire pour les comptes des administrations publiques a connu un élargissement considérable. Pratiquement chaque exercice a vu l'apparition de tableaux détaillés inédits qui se sont ajoutés au programme de transmission.

Ceci reflète l'effort d'obtenir des données de haute qualité afin de surveiller la situation délicate des administrations publiques en temps de crise et l'ajout d'exigences nouvelles tant au plan national qu'international. A ressources égales ceci signifie cependant que la majeure partie du temps de travail (environ 95%) doit être impérativement allouée aux travaux courants de production. Un ralentissement, voire une stagnation, dans la mise en place de développements nouveaux en est la conséquence logique.

N°	Libellé	Evaluation
1	Compilation, transmission vers Eurostat et publication des données de comptabilité nationale (comptes annuels et trimestriels des administrations publiques, etc.)	Comme chaque année, la totalité des ressources de l'unité MAC4 a été allouée à la production des séries de comptes nationaux répondant au programme de transmission défini par le règlement SEC2010. Les délais de transmission de la notification des déficits excessifs, des comptes trimestriels non-financiers et financiers ainsi que des tableaux SEC2010 cohérents avec ceux de la notification EDP, ont pu être respectés.

N°	Libellé	Evaluation
2	<p>Amélioration de la qualité des données des administrations publiques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Introduction d'un Quality Management System sur initiative d'Eurostat - Suivi des visites de dialogue de 2016/2017 (Action points) - Analyse approfondie des « statistical discrepancies » dans le cadre d'un groupe de travail créé conjointement avec l'IGF et la Trésorerie 	<p>Eurostat encourage les pays membres à introduire un Quality Management System à travers des Memorandum of Understanding, des contrats formels et des flowcharts sur les données de base.</p> <p>En ce qui concerne l'amélioration de la qualité des données des administrations publiques, un groupe de travail EDP a été créé, en tant que sous-comité du comité des statistiques publiques. L'amélioration de la qualité des données est cependant à considérer plutôt comme un travail courant.</p> <p>En conclusion des visites de dialogue d'Eurostat du 24 mars 2017 et du 14 juillet 2017, 25 points d'action ont été retenus. Les points restants sont en cours de traitement et seront soumis à Eurostat le plus rapidement possible.</p> <p>Un des points d'action de la visite 2016 portait notamment sur les différences statistiques entre comptes non-financiers et comptes financiers. A cet effet a été créé conjointement avec l'IGF et la Trésorerie de l'Etat un groupe de travail afin d'établir une analyse approfondie de ces « statistical discrepancies ». Des progrès ont été réalisés à la satisfaction d'Eurostat, mais des travaux substantiels restent encore à faire.</p>

1.1.2.5 Évaluation des travaux courants de l'unité MAC5

N°	Libellé	Evaluation
1	Statistiques de l'énergie	La production et publication régulière des statistiques nationales de l'énergie est une mission accomplie par le STATEC. Les statistiques mensuelles ont été produites selon le calendrier prévu et avec une bonne qualité. La publication des statistiques annuelles, quant à elle, a comptabilisé un retard de 2 mois.
2	Compte monétaire de l'environnement	Le STATEC produit également des comptes monétaires sur les taxes environnementales et sur l'économie des biens et services environnementaux. Ces comptes ne seront publiés qu'au début de l'année 2019 sur le portail des statistiques publiques.
3	Compte physique de l'environnement	Chaque année, le STATEC produit les comptes des émissions de polluants atmosphériques, des flux physique d'énergie et des flux de matières. Ceux-ci sont transmis à Eurostat dans une version détaillée et une version agrégée est publié sur le portail des statistiques publiques.
4	Statistiques de l'environnement	Comme chaque année, le STATEC a joué son rôle de centralisateur et de communiquant sur les statistiques environnementales dans les domaines de l'eau, de l'air, des déchets, de la forêt et du climat.
5	Indicateurs du développement durable	Le STATEC a reçu pour mission de produire annuellement les indicateurs de suivi pour un développement durable. Ces indicateurs ont été compilés dans les délais et une publication spécifique a été produite dans la foulée.

1.1.3 Bilan de communication, coordination et formation

1.1.3.1 Publications

Nom de la publication	Série	Auteurs
Première estimation du PIB en volume pour le 3ème trimestre 2018 (prévue)	STATNEWS	Jean-Paul Hermes, Mehran Kafai, Véronique Elter
Première estimation du PIB en volume pour le 2ème trimestre 2018	STATNEWS	Jean-Paul Hermes, Mehran Kafai, Véronique Elter
Première estimation du PIB en volume pour le 1er trimestre 2018	STATNEWS	Jean-Paul Hermes, Mehran Kafai, Véronique Elter
Première estimation du PIB en volume pour le 4ème trimestre 2017 et pour l'année 2017	STATNEWS	Jean-Paul Hermes, Mehran Kafai, Véronique Elter
Balance des paiements trimestrielle du Luxembourg	Communiqué de presse statistique	Laurent Bley / BCL
Regards sur les frontaliers « Les frontaliers belges gagnent plus que leurs collègues allemands ou français »	Regards du STATEC	Robert Michaux
Développement durable au Luxembourg	Infographies	Olivier Thunus

2. Division SOC – Statistiques sociales

2.1 Bilan de l'année 2018

2.1.1 Bilan des objectifs opérationnels

2.1.1.1 Évaluation des objectifs opérationnels qui visent la division en entier

N°	Objectif	Evaluation
1	Projet: PIBien-être et refonte du rapport travail et cohésion sociale	<p>LE STATEC a publié en 2017 un ensemble de 63 indicateurs pour le Luxembourg couvrant 11 dimensions de qualité de vie et de bien-être (Logement, Santé, Environnement etc.). Depuis 2018, la division SOC est en charge de la mise à jour régulière de 63 indicateurs définis sur la base des données disponibles (enquêtes données administratives etc.)</p> <p>Les résultats de la mise à jour des indicateurs ont été publiés dans son rapport annuel « Travail et cohésion sociale (TCS) » qui a par ailleurs fait l'objet d'une refonte plus générale.</p> <p>A l'avenir une section dédiée « Qualité de vie et bien-être au Luxembourg » sera développée sur le Portail des Statistiques en s'inspirant des expériences internationales.</p>
2	Infrastructure informatique des statistiques sociales	<p>La division des statistiques sociales avait prévu de réaliser en collaboration avec l'unité informatique certains travaux de modernisation de ses processus de production. Les travaux de reprogrammation des outils de saisie des données pour les enquêtes sociales ont été lancés, pour certaines enquêtes ces derniers sont toujours en cours. Par ailleurs, la division a poursuivi l'introduction et le développement de questionnaires électroniques, notamment pour une enquête sur la sécurité qu'il est prévu de réaliser courant 2019. En outre, la transmission au format SDMX (<i>Statistical Data and Metadata eXchange</i>) préconisée par la Commission européenne pour les indices de prix à la production a été préparée et sera opérationnelle pour 2019 conformément aux obligations.</p>

2.1.1.2 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité SOC1

N°	Libellé	Evaluation
2	Projet: PIBien-être et refonte du rapport travail et cohésion sociale	Voir 2.1.1.1 Évaluation des objectifs opérationnels pour la division en entier
3c	Arrêt de Blaise	Voir 2.1.1.1 Évaluation des objectifs opérationnels pour la division en entier
3d	Mise en place de questionnaires électroniques	Voir 2.1.1.1 Évaluation des objectifs opérationnels pour la division en entier

2.1.1.3 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité SOC2

N°	Libellé	Evaluation
2	Projet: PIBien-être et refonte du rapport travail et cohésion sociale	Voir 2.1.1.1 Évaluation des objectifs opérationnels pour la division en entier
7	Taux d'emploi – Réconciliation des différentes sources	Une analyse approfondie a permis d'expliquer les différences entre le taux d'emploi calculé à partir des données de l'enquête sur les forces de travail et celui calculé à partir des données administratives provenant de l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS). Une table de réconciliation entre ces deux taux a été établie.

2.1.1.4 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité SOC3

N°	Libellé	Evaluation
1	Projet: Recensement de la population, des bâtiments et des logements - intégration de données administratives (Digital RP)	<p>Le prochain recensement de la population, des logements et des bâtiments aura lieu en 2021. Pour la première fois, ce recensement combinera données administratives et questionnaires. De même, le recours à Internet sera favorisé lors de la collecte des données.</p> <p>Cette nouvelle méthodologie a été avalisée par le Gouvernement. Le STATEC a pris contact avec le CTIE et l'IGSS en vue de l'accès aux données administratives.</p> <p>Le développement de la solution Internet via myguichet.lu a également commencé en collaboration avec le CTIE et se poursuivra durant les prochaines années.</p> <p>La nouvelle méthodologie mise en place par le STATEC sera testée lors d'un recensement pilote de 2019 qui est en cours d'élaboration.</p> <p>Concernant la fourniture des données par km², le géocodage des adresses du Registre des Bâtiments et des Logements s'est poursuivi. De même, une méthode est en cours d'élaboration pour associer chaque adresse à un grid (=une dalle d'un km2).</p>
2	Projection des ménages privés et des besoins en logement	Sur base des projections démographiques établies en 2017, de nouvelles projections des ménages privés et des besoins en logements ont été établies. La publication de ces projections devrait avoir lieu fin décembre 2018 / début janvier 2019.
3	Atlas démographique	La rédaction d'un atlas démographique contenant un nombre conséquent de cartes associées à une analyse et à des métadonnées est en cours de finalisation. Cet atlas sera publié dans la série « Analyses » mais sera aussi accessible de façon interactive via le site du géoportail où un nouvel onglet « statistiques » fera son apparition. Cette publication marque la nouvelle collaboration entre le STATEC et l'administration du cadastre et de la topographie en termes de diffusion de données.

2.1.1.5 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité SOC4

N°	Libellé	Evaluation
3a	Mettre en place un système de production pour l'indice des prix de la construction	Voir 2.1.1.1 Évaluation des objectifs opérationnels pour la division en entier
3b	Passer en SDMX pour la transmission vers Eurostat des indices des prix à la production	Voir 2.1.1.1 Évaluation des objectifs opérationnels pour la division en entier
4	Données de passage en caisse (Modernisation de l'indice des prix à la consommation)	Le but était d'étendre l'utilisation des données de passage en caisse dans l'indice des prix à la consommation en couvrant davantage de produits et de points de vente. Les objectifs n'ont pas pu être atteints pour 2018 faute de ressources adéquates. L'unité s'est limitée à maintenir le système existant en production, sans en étendre la couverture. Ces objectifs n'ont cependant pas été abandonnés, les travaux vont se poursuivre à l'avenir.
5	Indice des prix à la production des services	L'échantillon a été mis à jour, un système de production a été développé et les résultats ont été calculés et analysés.
6	Implémenter les segments de consommation	Afin d'améliorer la représentativité du panier de l'indice des prix à la consommation, des produits « représentatifs » ont été définis pour plusieurs catégories de produits. Le système de production a été adapté à ces changements.
7	Rédaction et mise à jour d'un inventaire IPCH	Un inventaire des sources et méthodes mises en œuvre pour la production de l'indice des prix à la consommation harmonisée (IPCH) a été finalisé et transmis à Eurostat.

2.1.2 Bilan des travaux courants

2.1.2.1 Évaluation des travaux courants de l'unité SOC1

N°	Libellé	Evaluation
1	Enquête sur l'utilisation des TIC par les ménages et les particuliers	L'enquête sur l'utilisation des technologies de l'information et de communication (TIC) par les ménages et les particuliers a été réalisée en été 2018. Pour la première fois, cette enquête s'est faite selon un mode mixte combinant le téléphone et le web. Cette année un module spécifique avait trait à la sécurité et la confidentialité de l'information et à l'usage des TIC au travail.
2	Statistiques européennes sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC)	L'enquête EU-SILC s'est terminée en Novembre 2018. Les résultats de l'enquête de 2017 ont été publiés en Octobre dernier dans le cadre du rapport annuel « Travail et Cohésion Sociale ». Cette enquête collecte des micro-données détaillées au niveau des ménages et des individus sur les revenus et les conditions de vie au Luxembourg. Elle permet notamment de calculer le taux de pauvreté de la population résidente.

N°	Libellé	Evaluation
3	Budgets de référence	Des budgets de référence pour le Luxembourg ont été développés et publiés en 2016 par le STATEC. L'objectif de ce travail était de construire des paniers de biens et de services essentiels permettant une vie décente au Luxembourg. Les prix des paniers ont été mis à jour en 2018 grâce à l'indice des prix à la consommation pour tenir compte de l'évolution des prix depuis la première publication.
4	Enquête sur le budget des ménages	L'enquête budget des ménages collecte chaque année le montant des dépenses de consommation des ménages au Luxembourg. Ces données permettent de calculer les pondérations de l'indice des prix à la consommation et d'étudier les conditions de vie et de bien-être des ménages au Luxembourg.
5	Enquête sur le tourisme d'affaires et de loisirs	L'enquête 2018 a été réalisée en mode mixte dans la continuité de l'enquête 2017.
6	Statistiques sur les accidents de la circulation routière	L'enregistrement des données sur les accidents de la route pour l'année 2018 s'est déroulé comme prévu.

2.1.2.2 Évaluation des travaux courants de l'unité SOC2

N°	Libellé	Evaluation
1	Enquête Forces de travail	L'enquête sur les forces de travail est la plus grande enquête menée auprès de ménages. Les données de l'année 2017 ont été finalisées en mars 2018, et la nouvelle vague de l'année 2018 a été lancée. Elle intègre notamment des questions au sujet de la réconciliation entre vie privée et professionnelle.
2	Enquête Coûts de la main-d'œuvre	L'enquête sur le niveau et la structure des coûts de la main-d'œuvre a été finalisée en juin 2018. Plus de 2 600 entreprises ont participé à cette enquête. Les premiers résultats ont été publiés dans la série « Regards » 15/2018 du 26 novembre 2018.
3	Indice du coût de la main-d'œuvre	L'indice du coût de la main-d'œuvre est calculé et publié chaque trimestre sur base des données fournies par l'Inspection Générale de la Sécurité sociale.
4	Job vacancies statistics	Les statistiques sur les emplois vacants sont calculées trimestriellement. Les données sont fournies par l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM).
5	Indicateur emploi et chômage par commune	Un taux d'emploi et un taux de chômage par commune sont calculés et publiés annuellement en se basant sur des informations de l'ADEM et de l'IGSS.
6	Enquête sur la structure des salaires	Les premiers travaux préparatoires ont été entamés pour l'enquête qui aura lieu en 2019.

2.1.2.3 Évaluation des travaux courants de l'unité SOC3

N°	Libellé	Evaluation
1	Chiffres de la population	Basé sur le Registre National des Personnes Physiques, l'état de la population au 1 ^{er} janvier 2018 a été publié au début du mois d'avril 2018. Ces statistiques ont trait à la population par âge, genre, nationalité, commune de résidence, etc.
2	Statistiques de l'état civil	En ce qui concerne les statistiques de l'état civil (naissances, décès, mariages, divorces), les données relatives à l'année 2017 ont été publiées en avril 2018.
3	Acquisitions de la nationalité luxembourgeoise	Les statistiques sur les acquisitions de la nationalité, fournies par le Ministère de la Justice, ont été publiées au mois d'avril 2018 en même temps que les chiffres de la population et des statistiques de l'état civil.
4	Statistiques sur les migrations	Les statistiques sur les migrations, basées sur un extrait du Registre National des Personnes Physiques, ont été publiées également au mois d'avril 2018.
5	Registre des Bâtiments et des Logements: stock des bâtiments et des logements	La mise à jour du Registre des Bâtiments et des Logements s'est poursuivie en 2018 et s'est faite à partir de l'enquête sur les bâtiments achevés et de l'enquête sur les transformations et les démolitions des bâtiments.
6	Statistiques des bâtiments achevés	L'enquête sur les bâtiments achevés permet de fournir des statistiques sur les nouvelles constructions, tant résidentielles que non résidentielles, au cours d'une année. Ces statistiques sont publiées avec un délai de 2 ans. La publication des résultats relatifs à l'année 2016 s'est faite selon le calendrier prévu.
7	Statistiques des transformations et des démolitions	La modification des caractéristiques des bâtiments et logements existants, ainsi que la désactivation des bâtiments démolis, se font à partir de l'enquête des transformations et des démolitions des bâtiments. Cette enquête a uniquement pour objectif de permettre la mise à jour du Registre des Bâtiments et des Logements.
8	Indice socio-économique par commune	Dans le cadre de la réforme des finances communales, le STATEC calcule pour le Ministère de l'intérieur un indice socio-économique au niveau communal. Ce dernier a été transmis en janvier 2018 au Ministère de l'intérieur.

2.1.2.4 Évaluation des travaux courants de l'unité SOC4

N°	Libellé	Evaluation
1	Calculer et publier l'indice des prix à la consommation national (IPCN) et l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)	La production régulière de l'indice des prix à la consommation (IPCN et IPCH) a été assurée dans le respect du calendrier fixé. Ainsi, douze résultats mensuels ont été établis et publiés dans la série "indicateurs rapides-Série A1" et "indicateurs rapides-Série A1 bis". Chaque diffusion a été accompagnée d'un communiqué de presse. La commission de l'indice des prix à la consommation, présidée par le STATEC, s'est réunie avant chaque publication des résultats. Une première estimation de l'IPCN (taux d'inflation annuel) est publiée à la fin du mois de référence (M+0 jour) sur le site du STATEC (depuis mai 2018). Une première estimation de l'IPCH a été transmise à Eurostat à la fin du mois de référence (M+0 jour). Tous les mois, un IPCH à taxation constante a été calculé et transmis à Eurostat.
2	Calculer et publier l'indice des prix des logements	La production régulière de l'indice des prix des logements a été assurée dans le respect du calendrier fixé. Ainsi, 4 résultats trimestriels ont été publiés dans la série "indicateurs rapides-Série C" et transmis à Eurostat.

N°	Libellé	Evaluation
3	Calculer et transmettre à Eurostat l'indice des coûts du logement des propriétaires (OOH)	La production régulière de l'indice des prix des coûts du logement des propriétaires (OOH) a été assurée dans le respect du calendrier fixé. Ainsi, 4 résultats trimestriels ont été établis et transmis à Eurostat.
4	Calculer et publier l'indice des prix de la construction	Conformément au calendrier, les résultats de l'indice des prix de la construction ont été diffusés dans la série "Indicateurs rapides-Série A2" en janvier et en juillet 2018. La commission technique consultative des indices de prix de la construction, présidée par le STATEC, s'est réunie avant chaque publication.
5	Calculer et publier l'indice des prix à la production des produits industriels	La production mensuelle a été assurée dans le respect du calendrier fixé. Les résultats mensuels ont été publiés dans la collection "Indicateurs rapides - Série A3" et transmis à Eurostat.
6	Calculer et transmettre à Eurostat l'indice des prix à la production des services	La production régulière de l'indice des prix à la production des services a été assurée dans le respect du calendrier fixé. Ainsi, 4 résultats trimestriels ont été établis et transmis à Eurostat.
7	Calculer et transmettre à Eurostat une sous-série de l'indice des prix à l'importation	Dans le cadre du règlement (EC) N° 1165/95 concernant la production d'un indice des prix à l'importation, le Luxembourg participe à un échantillon européen. Cette participation permet de ne produire qu'un seul indice des prix à l'importation portant sur l'équipement informatique. La transmission mensuelle de cet indice à Eurostat a été assurée dans les délais.
8	Mise à jour de la pondération de l'IPCH et de l'IPCN	Les travaux d'actualisation du schéma de pondération qui se fonde sur la dépense de consommation finale des ménages des comptes nationaux ont été entamés au mois d'octobre. Le règlement grand-ducal fixant la nouvelle pondération est à prendre sur avis du Conseil économique et social (CES). Le STATEC a présenté les résultats de l'exercice d'actualisation en date du 6 décembre 2018 au CES.
9	Parités de pouvoir d'achat	Deux vastes enquêtes de prix ont été réalisées sur le terrain, l'une au printemps sur les produits alimentaires, les boissons et le tabac, l'autre en automne sur l'habillement, les chaussures, les soins corporels et les effets personnels. Les travaux relatifs à la collecte et la validation du volet des prix dans la construction ont été réalisés en sous-traitance avec un consultant externe, expert dans le domaine. En outre, les travaux de validation des données ont été réalisés en collaboration avec les collègues mandatés par Eurostat, en respect de la procédure mise en place par le règlement communautaire.

2.1.3 Bilan de communication, coordination et formation

2.1.3.1 Publications

Nom de la publication	Série	Auteurs
Rapport travail et cohésion sociale (TCS)	Analyses	F. Ametepe, A. Frising, J. Hury, G. Osier, P. Reiff, I. Salagean, M. Schockmel, J. Schork, V. Sinner
4079 euros pour vivre déce- ment	Regards	Armande Frising
Croissance pro pauvres ou pro- riches	Regards	Serge Allegrezza et Fofa Amé- tépé
Automatic Variable Selection for Imputation Models: Com- mon Methods Applied to EU- SILC	Eco & Stat	Joachim Schork
L'éducation des adultes	Bulletin	Paul Reiff
Formation dans les entre- prises: Le Luxembourg pro- gresse	Regards	Paul Reiff
Le coût de la main-d'œuvre au Luxembourg	Regards	Paul Reiff
Emploi	Statnews	Marco Schockmel
Le seuil des 600 000 habitants dépassé au 1 ^{er} janvier 2018	Statnews	François Peltier
Les principales communautés du pays: 21 962 Italiens vivent au Luxembourg	Regards	François Peltier, Charlie Klein
Les principales communautés du pays: 96 544 Portugais vi- vent au Luxembourg	Regards	François Peltier, Charlie Klein
313 771 Luxembourgeois au 1er janvier 2018	Regards	François Peltier, Charlie Klein
45 822 Français vivent au Luxembourg	Regards	François Peltier, Charlie Klein
20 212 Belges vivent au Luxembourg	Regards	François Peltier, Charlie Klein
13 146 Allemands vivent au Luxembourg	Regards	François Peltier, Charlie Klein
Evolution of the international population in Luxembourg from 1950 until today	American Chamber of Com- merce in Luxembourg	François Peltier
Demografische Entwicklung und Situation der Pflege in der Region Trier aus Sicht der amt- lichen Statistik	Conference: Pflege an der Grenze	François Peltier, Guillaume Osier

Nom de la publication	Série	Auteurs
Projections des ménages et de la demande potentielle en logement	Economie et statistiques	François Peltier
12 communiqués de presse décrivant les résultats mensuels de l'indice des prix à la consommation	Statnews	Jérôme Hury, Claude Lamboray, Marc Ferring, Ben Lang
Le logement en chiffres au troisième trimestre 2017	Le logement en chiffres (en collaboration avec l'Observatoire de l'habitat).	Claude Lamboray, Marc Ferring

3. Division ENT- Statistiques d'entreprises

3.1 Bilan de l'année 2018

3.1.1 Bilan des objectifs opérationnels

3.1.1.1 Évaluation des objectifs opérationnels qui visent la division ENT en entier

A part les travaux courants, la division ENT a principalement apporté sa contribution dans trois projets phare du STATEC.

Tout d'abord l'année 2018 a commencé avec la constitution d'une nouvelle unité dénommée **LCU (« large cases unit »)**, dont la mission principale consiste à analyser et à mettre en cohérence les données sur les « grands cas » issues de différentes statistiques relatives aux entreprises. En outre, l'unité se doit de suivre l'évolution à court terme de ces « grands cas » en vue d'améliorer la qualité des statistiques préliminaires et des prévisions.

La division ENT a encadré les travaux de la LCU durant la période allant d'octobre 2017 à mai 2018 et s'est chargée de former la personne qui a été recrutée pour effectuer ces travaux. Durant sa formation, la nouvelle recrue a été chargée de participer dans le projet de diffusion BACH (Bank of Accounts of Companies Harmonized), qui consiste à fournir des données économiques et financières agrégées et comparables sur base de comptes annuels des entreprises non financières des pays européens. Toute une série de tests de validation, y compris de comparaison avec les résultats SBS ont été réalisés par la stagiaire, ce qui a permis d'accélérer la mise à disposition des données BACH des années 2011 à 2015 et par la même occasion de familiariser l'agent avec le traitement de données. Ainsi, la base de données BACH a été alimentée avec les données du Luxembourg en juillet 2018.

L'autre projet dans lequel la division ENT a déployé ses efforts en 2018 est le projet intitulé « **renforcer le rôle central du répertoire** », qui se laisse décomposer en plusieurs sous-projets:

- « Masterframe » consiste à développer des populations cibles à partir du répertoire d'entreprises qui servent de référentiel commun à la production de toutes les statistiques d'entreprises et qui vise *in fine* d'améliorer considérablement la cohérence entre ces dernières. Durant l'année écoulée un jeune stagiaire a travaillé sur une série de test de qualité qui a servi à évaluer l'état des données brutes du répertoire et à dégager des routines de traitement nécessaires à établir ce référentiel commun. Les tests ont été documentés avec soin, de sorte qu'on peut passer désormais à l'étape de mise en application proprement dite.
- « Special Purpose entities (SPE) ». L'idée étant d'élaborer avec les producteurs internes de statistiques des règles communes d'identification et de traitement des cas particuliers à vocation spéciale. Ce projet n'a pas avancé sur le plan méthodologique en 2018, mais l'analyse de cas a continué.
- « Pavillon maritime revisité ». Un jeune stagiaire a commencé l'analyse de cette branche d'activité économique en se focalisant sur les grands groupes d'entreprises qui organisent les transports maritimes à partir du Grand-Duché de Luxembourg. Il s'agira de comprendre comment l'activité de transport est organisée dans les filiales des multinationales et de dériver dans quels pays se situe le propriétaire économique des bateaux. Le résultat de cette analyse aura comme conséquence une reclassification des unités légales du pavillon dans le répertoire des entreprises et aura donc une retombée sur les statistiques d'entreprises de manière générale, de la balance des paiements et de la comptabilité nationale.

A l'instar des années précédentes, la division ENT a été impliquée dans la préparation du projet de règlement cadre relatif aux statistiques d'entreprises (**FRIBS**) et a continué les travaux préparatifs de mise en application dudit règlement. En 2018, la division a participé à 11 réunions du groupe de travail CWPS du Conseil de l'Union européenne, menées sous les présidences successives bulgares et autrichiennes. En fin d'année, le projet de règlement a été adopté par le Conseil avec une date d'entrée en vigueur prévisionnelle fixée à 2021. Le projet FRIBS est actuellement inscrit à l'agenda du COREPER qui se réunira le 12 décembre prochain.

Parmi les travaux préparatifs, citons ceux réalisés au sein du groupe de travail **ESS IT security** du STATEC consistant à formuler et mettre en place des procédures de sécurité des données. Garantir la sécurité des données à travers une certification ISO est une condition *sine qua non* pour que le STATEC puisse recevoir des données miroirs des Etats-membres dans le cadre du projet de refonte Intrastat. Hormis la sécurité, les autres travaux à entreprendre dans le contexte de la **modernisation d'Intrastat** s'annoncent volumineux et complexes. Voilà pourquoi il est primordial de les débiter dès que possible, afin d'être prêt le moment venu, probablement en janvier 2022. L'unité ENT1 a commencé la rédaction d'un cahier de charge détaillé concernant les adaptations du système de production à entreprendre. Sur base de ce cahier de charge les ressources nécessaires seront estimées. Le STATEC devra probablement sous-traiter ces travaux.

Le développement d'un **nouvel indice de la production dans les services** est un autre projet d'envergure qui résulte de la mise en application de FRIBS. Ici encore, il est important de démarrer les travaux à temps et prévoir des ressources supplémentaires. La division avait conclu un contrat de sous-traitance avec une société d'experts en fin d'année 2018 pour entamer les travaux préparatifs. Malheureusement, les prestations fournies par la société se sont révélées peu satisfaisantes. Le contrat a pris fin après une période de 2 mois. La division cherchera une autre solution dans le courant de l'année 2019.

Finalement, la division ENT a contribué dans **différentes initiatives d'analyse de données** par:

- la fourniture de micro-données structurées dans le cadre du cycle de vérification du RNB, et plus précisément du projet pilote GNI MNE. Ce projet a été initié par Eurostat pour analyser la cohérence entre Etats-Membres en ce qui concerne l'enregistrement des transactions relatives à 25 groupes multinationaux dans différents domaines statistiques.
- des analyses comparatives sur base des statistiques SBS et CN dans le cadre des réunions sur la productivité;
- l'analyse et la rédaction d'un bulletin sur le taux d'EBE à partir des statistiques SBS.

D'un point de vue **organisationnel**, on note la fusion de l'unité de la « centrale des bilans » avec l'unité des « investissements directs étrangers ».

De plus, la division ENT, et plus particulièrement son unité du « répertoire d'entreprises », cède un poste de la carrière supérieur à la nouvelle unité LCU (GOC). Les travaux concernant la structure de multinationales les plus importantes, devront continuer à être assurés par la LCU.

N°	Objectif	Evaluation
1	Création d'un groupe de travail « Large Cases Unit »	<p>En 2017, la direction a décidé d'affecter une ressource permanente à l'analyse et au traitement cohérent des données de grandes entreprises et de créer à cet effet une nouvelle unité, « Large Cases Unit » pour le STATEC, à l'instar de ce qui se fait au sein d'autres instituts nationaux en Europe.</p> <p>Le projet a été lancé en automne 2017. Un groupe de travail interne, composé de membres des divisions ENT et MAC, a été chargé de définir le plan et les méthodes de travail de la LCU.</p> <p>L'unité LCU s'est penchée sur l'analyse de quelques grands cas en 2018. Elle a en outre participé au projet pilot de la Commission intitulé « GNI MNE pilot ».</p>
2	Création d'un groupe de travail « localisation des emplois »	<p>Dans une note au Premier Ministre en janvier 2017, le Ministère de l'Infrastructure et du Développement durable a fait état d'un manque de disponibilité de données sur la localisation des emplois et a demandé que soit créé un groupe de travail dont la mission est de produire des données fiables et récentes sur la répartition territoriale des emplois et les déplacements « domicile - travail » à intervalle annuel. Cette note a été approuvée par le Conseil de gouvernement qui a décidé de mettre en place un groupe de travail présidé par le STATEC.</p> <p>Le STATEC a ainsi présidé une réunion en janvier 2018 avec d'une part les utilisateurs potentiels des données sur la localisation des emplois et de l'autre part, les producteurs potentiels de données/statistiques. En outre, le STATEC a mené des discussions bilatérales avec différents membres du GT en vue de faire avancer les travaux.</p> <p>L'ACD a mis à disposition des fichiers sur le nombre de salariés par commune au 1.7.2018, ventilé par commune de domicile et commune de travail. En plus, l'ACD a mis à disposition un fichier relatif à l'emploi suivant la commune de travail et le code NACE (niveau « lettre ») pour l'année de référence 2018. Le STATEC doit vérifier la confidentialité des données avant toute diffusion.</p>

3.1.1.2 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité ENT1

N°	Libellé	Evaluation
13	Refonte du système de collecte Intrastat (Modernised Intrastat)	<p>Dans le cadre du nouveau règlement FRIBS (Framework Regulation Integrating Business Statistics), la Commission européenne a lancé en 2012 la refonte du système Intrastat (Modernised Intrastat) qui a comme objet de réduire significativement la charge déclarative imposée aux entreprises, tout en maintenant le niveau de qualité des statistiques du commerce intra-UE de biens. Ce projet à grande échelle peut être subdivisé en plusieurs étapes consécutives:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Analyse de cinq modèles alternatifs au système actuel [2012-2015] 2. Décision finale en faveur du système d'échange de micro-données en mai 2016 3. Travaux législatifs et techniques dans le cadre de l'élaboration du nouveau règlement FRIBS [2016-2019]

N°	Libellé	Evaluation
		<p>4. Entrée en vigueur du règlement FRIBS en début de l'année 2021</p> <p>5. Phase transitoire légale d'un an pour le domaine du commerce extérieur [2021]</p> <p>6. Echange obligatoire de micro-données entre Etats membres à partir de 2022</p> <p>7. Intégration progressive de la nouvelle source MDE (Micro-Data Exchange) dans la chaîne de production nationale [2022-2026]</p> <p>L'acte de base du projet de règlement FRIBS vient d'être adopté par le Conseil.</p> <p>Le STATEC a beaucoup été impliqué durant l'année écoulée dans la préparation des projets de textes législatifs (actes délégués et d'exécution) et techniques (guide technique MDE) pour le domaine du commerce extérieur.</p> <p>La rédaction du cahier de charge relatif à la mise en œuvre du système d'échange de micro-données et l'intégration des données miroir dans la chaîne de traitement nationale a débuté en octobre.</p>

3.1.1.3 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité ENT2

N°	Libellé	Evaluation
10	Diffusion des données de masse de la Centrale des bilans	La phase 1 du projet de diffusion des données de masse reste sur le point d'être achevée, mais souffre d'un flou sur le ciblage et les besoins des utilisateurs.
16	PCN 2020	La mise en place du nouveau PCN a bien avancé tant au niveau du système de collecte via le formulaire eCDF que de l'intégration dans nos systèmes internes. Les travaux réalisés comprennent la définition des règles de validation applicables à la collecte et l'élaboration d'un tableau de passage du PCN vers les comptes annuels. Au niveau du système de collecte, nous avons entamé les travaux de génération automatique des comptes synthétiques à partir du nouveau PCN.
4	Performance informatique de la Centrale des bilans	La structure de la base de données a été optimisée en coopération avec le service informatique afin d'améliorer le temps d'exécution des requêtes.
24	BACH - Bank of Accounts of Companies Harmonized	Les règles de confidentialité ont été adaptées afin d'appliquer une méthodologie interne commune. Nous avons en outre réalisé une comparaison des variables BACH avec les indicateurs ENT et transmis les données agrégées à la base de données BACH.

3.1.1.4 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité ENT3

N°	Libellé	Evaluation
2	Règlement SBS: produire et transmettre les statistiques structurelles sur les entreprises du secteur financier	Le projet a été achevé en septembre 2018. Les tableaux relatifs aux statistiques structurelles sur les entreprises issues des activités d'intermédiation monétaire et des activités d'assurance des années 2013 à 2017 sont désormais disponibles.

N°	Libellé	Evaluation
New	<u>Produire un bulletin SBS au sujet de la rentabilité</u>	Dans le bulletin « Un faible taux d’EBE au Luxembourg, et donc? », publié en juillet 2018, l’unité ENT3 a étudié de plus près le classement européen du Luxembourg en matière de taux d’excédent brut d’exploitation (EBE). L’étude a été présentée dans le cadre d’un séminaire économique en juillet 2018 et d’un workshop avec des professeurs d’université en septembre 2018.
11	<u>Règlement SBS:</u> implémenter la dernière version de la nomenclature des produits CPA	Les travaux sont en cours de réalisation, en étroite collaboration avec l’unité Comptes nationaux.

3.1.1.5 Évaluation des objectifs opérationnels pour l’unité ENT4

N°	Libellé	Evaluation
9	Indices du chiffre d’affaires	Le projet de refonte du système de production de l’indice du chiffre d’affaires a été entamé en 2017. Toutefois, par manque de ressources il n’a pas significativement avancé en 2018.
15	Statistique sur les transports routiers de marchandises	Le STATEC a continué à moderniser et optimiser le système de production des statistiques sur le transport routier de marchandises. Néanmoins, la partie « échantillonnage- diminution de la charge administrative » n’ont pas encore été achevées par manque de ressources. De même, la promotion du système de collecte électronique par fichiers plats prédéfinis a été ajournée en 2019.
9	Mise en œuvre de FRIBS – volet STS	Le projet FRIBS (framework regulation integrating business statistics) de la Commission européenne prévoit de regrouper les statistiques d’entreprises dans un seul règlement-cadre. Un des buts poursuivis est d’harmoniser les concepts, définitions, unités statistiques, champs de couverture, périodes de référence, format de transmission, etc. En 2018, le STATEC a entamé les travaux en relation avec FRIBS-STs. Au dernier trimestre 2018, un expert a commencé les travaux de développement d’un nouvel indice de la production dans les services, toutefois sans réaliser de grandes avancés.
5	STS (indices à court terme)	Le passage des indices STS à la base 100 en 2015 a eu lieu au cours du 1er trimestre 2018. Le STATEC a également adapté les schémas de pondération, le regroupement des agrégats et les panels des entreprises. Les travaux internes concernant la transmission de résultats en format SDMX-ML n’ont pas encore été réalisés.
18	Enquêtes de conjoncture: utilisation d’une seule application et imputation des non-réponses	Le STATEC avait prévu de refaire l’application informatique pour les enquêtes de conjoncture dans l’industrie, la construction et l’investissement industriel. Pour des raisons de priorités négatives, la réalisation de questionnaires électroniques, de la procédure automatisée d’envoi de lettres de rappels ainsi que l’imputation de micro-données en cas de non-réponse des entreprises n’a pas encore été adressée. Néanmoins, l’unité a développé de nouveaux masques de saisie de données qui devraient être utilisables dès le début 2019.

3.1.1.6 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité ENT5

N°	Libellé	Evaluation
14	Répertoire des groupes d'entreprises (RGE): optimiser les processus, améliorer la qualité	Le but du « Répertoire des Groupes d'Entreprises » est de stocker conformément au Règlement (CE) No 177/2008 les groupes et de mettre à la disposition de tous les producteurs de statistiques concernés la même information sur les groupes d'entreprises. Les travaux de d'optimisation des processus prévus ont été mis en veilleuse faute ressources IT suffisantes.
14a	Profilage national des groupes d'entreprises	L'unité ENT5 a analysé la structure d'une liste de groupes d'entreprises qui ont le plus d'impact sur l'économie nationale. Les informations recueillies lors de l'analyse ont été utilisées pour alimenter les bases de données RGE et EGR. L'unité a également participé à l'identification du Global Decision Center (GDC) des groupes multinationaux stockés dans EGR afin de déterminer la nationalité de ces groupes. En outre, elle a continué sa participation dans la « Task Force on Profiling » organisée par Eurostat au courant de l'année 2018.

3.1.2 Bilan des travaux courants

3.1.2.1 Évaluation des travaux courants de l'unité ENT1

N°	Libellé	Evaluation
1	Mission légale de produire et diffuser les statistiques du commerce extérieur	Les statistiques du commerce extérieur sont généralement diffusées dans les délais prescrits. Seules les statistiques du commerce extérieur par caractéristiques d'entreprises ont connu un retard notable en 2018.

3.1.2.2 Évaluation des travaux courants de l'unité ENT2

N°	Libellé	Evaluation
1	Mission légale de produire et diffuser les statistiques IDE	L'unité a réalisé la collecte de données, la production et la publication des statistiques IDE dans les délais prescrits.
2	Mission légale de gérer la Centrale des Bilans	L'unité a procédé à la collecte, le traitement, la gestion et la diffusion des données comptables.

3.1.2.3 Évaluation des travaux courants de l'unité ENT3

N°	Libellé	Evaluation
	RAS	RAS

3.1.2.4 Évaluation des travaux courants de l'unité ENT4

N°	Libellé	Evaluation
1	Enquêtes de conjoncture	L'unité a réalisé mensuellement des enquêtes de conjoncture dans l'industrie, la construction, le commerce et les services. Les enquêtes sur les investissements ont été réalisées semestriellement. Les résultats ont été publiés dans la série J sur les indicateurs rapides.
2	Autorisations de bâtir	L'unité a produit trimestriellement des statistiques sur les autorisations de bâtir.
3	Statistiques sur l'activité	L'unité a produit mensuellement des statistiques sur l'activité dans l'industrie et la construction.
4	Indices du chiffre d'affaires	L'unité a produit mensuellement des indices du chiffre d'affaires en valeur et en volume.
5	Hébergement touristique	L'unité a produit mensuellement et annuellement des statistiques sur l'offre et la fréquentation des établissements d'hébergement touristique.
6	Transports routiers de marchandises	L'unité a réalisé trimestriellement des enquêtes sur l'activité de transport des véhicules routiers.
7	Transports aériens	L'unité a mensuellement centralisé et diffusé des statistiques sur les transports aériens.
8	Transports ferroviaires	L'unité a trimestriellement et annuellement centralisé et diffusé des statistiques sur les transports ferroviaires.
9	Transports fluviaux	L'unité a trimestriellement et annuellement centralisé et diffusé des statistiques sur les transports fluviaux.
10	Immatriculations de véhicules routiers	L'unité a mensuellement centralisé et diffusé des statistiques sur les immatriculations de véhicules routiers.
11	Parc automobile	L'unité a centralisé les données sur le parc automobile et a traité toutes les demandes statistiques y relatives.

3.1.2.5 Évaluation des travaux courants de l'unité ENT5

N°	Libellé	Evaluation
1	RAS	RAS

3.1.3 Bilan de communication, coordination et formation

3.1.3.4 Publications

Nom de la publication	Série	Auteurs
Balance commerciale du Luxembourg	Indicateurs rapides	Marc Toisul (ENT1)
Indices des valeurs unitaires et des termes de l'échange	Indicateurs rapides	Marc Toisul (ENT1)
Commerce extérieur du Luxembourg par pays partenaires et par catégories de marchandises	Portail des statistiques	Marc Toisul (ENT1)
Commerce extérieur du Luxembourg selon la classification par grandes catégories économiques	Portail des statistiques	Marc Toisul (ENT1)
Pays partenaires commerciaux du Luxembourg par rang	Portail des statistiques	Marc Toisul (ENT1)
Taux de change effectif du Luxembourg	Portail des statistiques	Marc Toisul (ENT1)
Investissements directs étrangers	Portail des statistiques	Gilles Genson (ENT2)
Un faible taux d'EBE au Luxembourg, et donc?	Bulletin	Georges Zangerlé (ENT3)
Liste des principaux employeurs au 1er janvier 2017	Statnews Hors série	Bob Jung, Françoise Roderes, Marianne Berens (ENT3)
Structure des entreprises par activité et par classe de taille	Tableaux	Georges Zangerlé (ENT3)
Liste pluriannuelle des principaux employeurs au 1er janvier	Tableaux	Bob Jung (ENT3)
Recherche et développement Innovation	Tableaux Tableaux	Bob Jung (ENT3) Bob Jung (ENT3)
TIC - entreprises	Tableaux	Bob Jung (ENT3)
Répertoire des entreprises luxembourgeoises	Portail (PDF)	Mike Hartmann (ENT5)
Démographie des entreprises	Portail/Eurostat (Tableaux)	Mike Hartmann (ENT5)/SG1
Statistiques sur les faillites	Portail (Tableau)	Mike Hartmann (ENT5)
Regards sur les données BACH	Regards (sera publié en janvier 2019)	Rasim Daudbasic (ENT2)

4. Division CMP – Conjoncture, modélisation, prévision

4.1 Bilan de l'année 2018

4.1.1 Bilan des objectifs opérationnels

Les trois principaux projets ont été réalisés à des degrés divers. Tandis que celui concernant la prévision de court terme est plus ou moins rempli, celui sur la modélisation du secteur financier n'en est qu'à un stade intermédiaire, mais tous les objectifs pour 2018 ont été remplis. C'est normal vu qu'il s'agit d'un travail d'envergure, qui s'inscrit également dans le cadre du mémoire de fin de stage d'une collaboratrice à réaliser en 2018-2019. Le troisième projet important concerne la prise en compte dans les modèles du STATEC du tryptique «économie – énergie – environnement». Les objectifs fixés en 2018 n'ont pas tous pu être remplis mais il y a aussi eu des travaux imprévus nécessitant l'amélioration du modèle de simulation. La poursuite du projet dépend de la faisabilité ou non d'un nouveau projet coopératif avec le MDDI. Plus en détail:

1. Les travaux du projet EEE (Economie-Energie-Environnement) concernant le couplage du modèle macroéconomique LuxGEM au modèle énergétique NEAM se sont concentrés sur l'évaluation de mesures – au détriment de l'élaboration d'une baseline et du projet TRI c'est-à-dire «troisième révolution industrielle», cf. processus Rifkin). Ont notamment été abordés: les normes des bâtiments résidentiels introduites depuis 2012; l'électrification du parc automobile; une efficacité énergétique plus ambitieuse et la hausse des accises sur les carburants. Les travaux de simulation ont également permis d'améliorer certaines spécifications dans LuxGEM, notamment les fonctions de demande énergétique et l'équation des importations de carburants tandis que la modélisation des objectifs de gaz à effet de serre a été nouvellement introduite dans LuxGEM.
2. La modélisation du secteur financier est un projet de très longue haleine mais crucial pour la compréhension de l'économie luxembourgeoise, et également très important du point de vue de la prévision. Ainsi, au préalable, des bases de données spécifiques ont été créées afin d'améliorer l'analyse et de permettre de mieux suivre les révisions des comptes trimestriels. Un grand soin a été apporté aux micro-données (individuelles des banques), afin de pouvoir vérifier si les données agrégées ne sont pas perturbées par certains phénomènes isolés. Plusieurs études ont été réalisées pour comprendre les liens entre les données des comptes et les données de marché (cf. Notes de conjoncture 2-2017, 1-2018 et 2-2018). Il s'agira dorénavant d'aller plus en avant du point de vue de la modélisation économétrique du secteur, en tentant de spécifier et d'estimer économétriquement une fonction de production.
3. Les deux grands modèles macro-économiques du STATEC sont des modèles annuels. L'un d'eux, Modux, est utilisé pour la prévision de court terme (1-2 ans) et de moyen terme (≤ 5 ans). Pour améliorer la prévision de (très) court terme (\leq année), le STATEC recourt depuis longtemps à des modèles mensuels et trimestriels. Récemment, l'arsenal de ces équations isolées a été amélioré, les travaux ayant été concentrés sur les variables suivantes: consommation des ménages, exportations de biens, marché du travail et inflation. C'est un axe de travail que le STATEC (CMP) continuera à développer au cours des prochaines années.

Un projet qui n'a pas explicitement été prévu il y a un an, mais qui a pu être réalisé, concerne une collaboration avec Oxford Economics (OE), afin d'améliorer l'établissement des hypothèses internationales servant dans le cadre de la réalisation des projections macro-économiques du STATEC.

En effet, Oxford Economics (OE) est un think tank privé qui produit des analyses et des recherches dans un contexte conjoncturel et de prévision et qui gère un grand modèle macroéconomique représentant le monde entier (compartimenté en pays). Le but du projet est de reprendre le scénario international d'Oxford Economics de moyen terme pour la zone euro comme scénario exogène pour le Luxembourg. En effet, ni la Commission européenne, ni l'OCDE ne font une prévision sur un horizon de 5 ans, pas même sommaire.

La collaboration avec OE résulte donc en la mise à disposition quatre fois par an d'un scénario international de base ainsi que de scénarii de risques (ou alternatifs), une obligation dans le contexte de l'établissement des Programmes de stabilité et de convergence, pour lesquels le STATEC agit comme « independent forecaster » vis-à-vis du Ministère des Finances.

4.1.1.1 Évaluation des objectifs opérationnels qui visent la division en entier

NB: CMP ne présente les objectifs que d'un point de vue «division en entier».

N°	Objectif	Evaluation
1	Projet: Economie-Energie-Environnement (EEE) et Troisième révolution industrielle (TRI)	<p>Les travaux du projet EEE concernent le couplage du modèle macroéconomique LuxGEM au modèle énergétique NEAM. Le comité de suivi du projet EEE a demandé au STATEC de se concentrer sur l'évaluation de mesures (normes des bâtiments résidentiels, électrification du parc automobile, efficacité énergétique plus ambitieuse, hausse des accises sur les carburants) au détriment de l'établissement d'un scénario de projection à long terme. Ainsi, le STATEC n'a pas poursuivi une coopération visant à établir un scénario TRI (Troisième Révolution industrielle, cf. processus Rifkin) à l'aide de LuxGEM.</p> <p>Qui plus est, les fonctions de demande d'énergie de LuxGEM ont été complètement re-spécifiées, ce qui permet dorénavant de décomposer l'évolution en distinguant les changements structurels (part des nouvelles générations de bâtiments ou des voitures électriques), l'efficacité énergétique, la croissance démographique ainsi que des effets prix (substitution) et revenu. Ces modifications permettent notamment d'évaluer le niveau des accises qui permettra au Luxembourg d'atteindre les objectifs de la COP21 (accords de Paris).</p>
2	Projet: Analyse et modélisation du secteur financier	<p>Des bases combinant les données des comptes trimestriels et des marchés financiers ont été créées en Excel et en Eviews afin d'améliorer l'analyse conjoncturelle. D'autres bases regroupant les micro-données de pertes et profits et de bilans des banques ont également été mises en place afin de vérifier si les données agrégées ne sont pas perturbées par certains phénomènes isolés. La question des révisions des comptes trimestriels a fait l'objet d'une analyse détaillée. Par ailleurs, plusieurs autres études ont été publiées dans les Notes de Conjoncture, à savoir, sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le lien entre les données des comptes et les données de marché; - la marge d'intérêts des banques, - la valeur ajoutée du secteur financier; - le lien entre les enquêtes et les données des comptes. <p>La prochaine étape consiste à améliorer les prévisions de court-terme et estimer certaines équations infra-annuelles, expliquant les principales variables en jeu (marge d'intérêts, commissions payées et perçues, prix implicites, etc.).</p>

N°	Objectif	Evaluation
3	Améliorer la prévision de court terme	L'objectif était de développer, puis de maîtriser en interne, plusieurs modèles indépendants permettant de prévoir certains agrégats macroéconomiques en se basant sur des données mensuelles ou trimestrielles. Quatre modèles ont ainsi été développés concernant la consommation finale des ménages, les exportations de biens, l'emploi et le chômage. Les agents permanents de CMP2 ont par la suite intégré ces modèles dans la procédure d'élaboration des prévisions macroéconomiques (transfert de savoir).
4	Transmission de savoir en matière d'établissement des prévisions avec le modèle Modux	Il s'agit de transmettre le savoir-faire en matière d'établissement des prévisions à l'aide de Modux, programmé dans Eviews aux autres agents de CMP2. Cette prise en main concerne aussi la compréhension du volet «collecte de données» actuellement gérée par le data manager ainsi que la confection des tableaux et des graphiques pour la NDC et la rédaction des textes.
5	Projet: Simulations stochastiques	Ce projet concerne la mise en place de prévisions à intervalles («interval forecasting») pour prendre explicitement en compte l'incertitude statistique inhérente aux prévisions. Les travaux ont pris du retard par rapport au calendrier initial, mais un contrat avec un chercheur du WIFO autrichien a été signé en décembre en vue de la réalisation d'une étude de faisabilité en 2019.
6	Modélisation des recettes fiscales	Des progrès significatifs ont été réalisés dans la modélisation et la prévision des impôts sur les sociétés. A l'aide de données sur les recettes classées par année d'imposition, une base imposable a pu être calculée puis modélisée (c'est-à-dire expliquée par d'autres variables). Cette approche a rendu possible la mise en relation des impôts sur les sociétés avec les résultats des entreprises et les taux d'imposition luxembourgeois et étrangers (modélisation de la concurrence fiscale). Le futur modèle permettra d'estimer l'impact d'une adaptation des taux d'imposition (au Luxembourg ou dans les pays concurrents) sur la base et par là les recettes.

4.1.2 Bilan des travaux courants

4.1.2.1 Évaluation des travaux courants

N°	Libellé	Evaluation
1	Elaboration des prévisions de court et de moyen terme	Les prévisions ont été élaborées suivant le calendrier prévu, respectant tous les délais et toutes les contraintes, externes (liées notamment à l'élaboration du PSC – programmation pluriannuelle des finances publiques) et internes (élaboration des Notes de conjoncture). Les prévisions à moyen terme ont été publiées pour la première fois dans un document séparé (cf. Working Paper no. 96). A noter que le STATEC a collaboré, comme par le passé, à l'élaboration d'une Note au Formateur, destinée à informer le futur gouvernement sur l'état de l'économie et des finances publiques, ainsi que sur les perspectives en la matière.

N°	Libellé	Evaluation
2	Publication des Notes de conjoncture	Deux Notes de conjoncture ont été publiées (5 mai et 4 décembre 2018). Outre les analyses habituelles sur la situation conjoncturelle et les prévisions, les deux Notes comportent en tout dix études thématiques, approfondissant certaines questions conjoncturelles ou structurelles. Trois de ces études ont été reprises dans la série Regards.
3	Publication des Conjoncture Flash	Douze numéros du Conjoncture Flash ont été publiés en 2018. A la une de ces numéros, les analyses ont été consacrées huit fois à l'activité économique luxembourgeoise (comptes trimestriels, prévisions, performance du secteur financier, impact du Brexit), trois fois à l'activité dans la zone euro et une fois au risque protectionniste.
4	Analyse des comptes nationaux trimestriels et annuels avant publication	La division CMP contribue à l'élaboration des comptes nationaux trimestriels et annuels en effectuant une analyse de cohérence des données provisoires des comptes en les comparant à d'autres indicateurs conjoncturels. Ces travaux ont pu être menés de manière satisfaisante en ce qui concerne les comptes trimestriels. En revanche, en ce qui concerne les comptes nationaux annuels, CMP n'a pas pu participer à l'analyse et la vérification des données avant leur publication car elles n'ont pas été mises à disposition dans des délais suffisants.

4.1.3 Bilan de communication, coordination et formation

4.1.3.1 Publications

Nom de la publication	Série	Auteurs
Notes de Conjoncture no. 1 & 2, 2018	Idem	Divers (principalement CMP)
Conjoncture Flash no. 1-12, 2018	Idem	Divers (CMP)
Regards sur le sous-emploi	Regards N° 01/2018	Véronique Sinner
Taux d'intérêt faibles: quels impacts sur les crédits et la marge d'intérêts des banques au Luxembourg?	Regards N° 02/2018	Pauline Perray
Pourquoi la valeur ajoutée du secteur financier ne repart-elle pas à la hausse?	Regards N° 11/2018	Pauline Perray
Rapport travail et cohésion sociale: «Taux d'emploi: des divergences méthodologiques enfin expliquées»	Analyses 1-2018	Véronique Sinner (co-auteure)
Projections de moyen terme	Économie et statistiques N° 96/2018	Ferdy Adam
A simple financial accelerator in a standard macro-economic model	Économie et statistiques N° 101/2018	Ferdy Adam,
A state space approach to forecasting short-term dynamics in Luxembourg	Économie et statistiques N° 102/2018	Christian Glocker (projet initié et accompagné par CMP)

5. Division RED – Recherche appliquée

5.1 Bilan de l'année 2018

5.1.1 Bilan des objectifs opérationnels

The RED division performs high quality research in the fields of applied economics. This research is based on the analysis of data available at STATEC and is conducted at individual, firm, industry, and national level, with the purpose of improving the understanding of social and economic facts relevant to Luxembourg. The research focuses on factors that contribute to countries' economic growth, namely productivity and entrepreneurship, as well as on well-being, social cohesion, and sustainability.

Among the team's main projects, the Global Entrepreneurship Monitor (GEM) provides unique information on entrepreneurship in Luxembourg. GEM is an international research project aiming to collect cross-country comparable data on entrepreneurship. The GEM database comprises a National Expert Survey (NES) and an Adult Population Survey (APS). The APS survey provides information on entrepreneurial activities at the country level, as well as on the individual characteristics of entrepreneurs and new businesses. Country-specific questions provide insights into issues that are relevant to Luxembourg. Additionally, the NES documents the views of experts concerning the national system of entrepreneurship. This research aims to address questions such as: "How much entrepreneurship is in Luxembourg? Who are the entrepreneurs? Which types of businesses do they set up? Why do people become entrepreneurs?", and ultimately: "Why are entrepreneurs important for the economy? Are policies effective?".

In the field of well-being and social cohesion, the team is focusing on two emerging streams of research, namely the role of social capital and the economic consequences of well-being. One major limitation to research in this area is the lack of certain data for Luxembourg. During 2018, work has been conducted to build evidence on subjective well-being in Luxembourg from existing data sources. The team is also participating in the EVS consortium StudiaLUX, which will provide new data to address social and economic issues. In this area, the team has participated in conferences and initiatives in Luxembourg and abroad. The publication record has improved.

The team has also increased focus on the analysis of open issues in productivity studies. One such issue is the measurement of productivity in services, and the analysis and interpretation of associated results. This research is particularly relevant to Luxembourg. The analysis of labour productivity, based on firm-level data, has steered towards the study of the country's position in global value chains (GVCs), supported by the close examination of trade statistics. The team's expertise in productivity analysis, and figure on total factor productivity, have informed the works necessary to set up and define the work programme of Luxembourg's new productivity board, as well as the Luxembourg OECD visit.

The team participated in working groups set up by institutions -- such as the European Commission and the OECD -- which are concerned with themes that are high on policy agendas.

The team also collaborates with reputable academic institutions and universities in Luxembourg and abroad. In 2018, team members participated in the organisation of the international conference on policies for happiness held at the University of Siena (Italy). Also an informal workshop was organised

with the EHERO organization at the Erasmus University of Rotterdam (Netherlands), to discuss new topics of research in happiness studies.

The team's research has resulted in several publications in peer-reviewed journals, which confirms the team's quality and high standards. Results from studies have also been communicated to the wider public through the release of working papers, reports, and presentations. During 2018, the team also participated in various initiatives to disseminate the results of the PIBien-être report, a seminal project aimed at measuring and monitoring the quality of life of Luxembourg's residents.

Outreach activities have increased the team's visibility in Luxembourg. The team participated in the 2018 edition of the Luxembourgish Red Cross Sozialalmanach, and events organised by both the Société Luxembourgeoise de l'Évaluation et de la Prospective (SOLEP) and the Italian Embassy in Luxembourg.

5.1.1.1 Évaluation des objectifs opérationnels qui visent la division en entier

The division carries out research in three main areas of study, namely 1) entrepreneurship, 2) productivity, and 3) well-being and social cohesion. The overall evaluation of the main objectives for the year 2018 is reported below.

Concerning entrepreneurship, the accomplishment of annual responsibilities, namely the collection of GEM data and the preparation of the country report, is reported along with the evaluation of research. Reporting on these responsibilities is done for several reasons. Firstly, these tasks are a prerequisite for the research, as studies in this area use the GEM surveys as the primary source of data. Secondly, these tasks require a considerable amount of resources. Thirdly, every year the data collection and country report provide insight into new aspects of entrepreneurship, a result of administering both special modules and country-specific questions. As an example, the Luxembourg country report for 2018 presents the results for the special module on creative activities administered in 2017. Moreover, the country-specific questions address issues particularly relevant to Luxembourg, such as immigration background and the effectiveness of certain policies.

Research in the area of well-being and social cohesion has focused on two emerging streams of research, namely social capital and the economic consequences of well-being. Increasing focus has been dedicated to building evidence on subjective well-being in Luxembourg from existing data sources and to disseminating results from the PIBien-être project. Furthermore, the team has participated in the work of the StudiaLUX/EVS consortium, which will provide new information on well-being and social cohesion in coming years.

The team has also increased focus on the analysis of open issues in productivity studies. One such issue is the measurement of productivity in services, and the analysis and interpretation of associated results. The analysis of labour productivity based on firm-level data has steered towards the study of the country's position in global value chains (GVCs), supported by the close examination of trade statistics. The team has also participated in meetings aimed at setting up the work programme of Luxembourg's new productivity board.

N°	Objectif	Evaluation
1	GEM	<p>The 2017/18 GEM country report presents indicators of entrepreneurship for Luxembourg, their evolution over time, and compares them to those for other European countries. Results show that entrepreneurship is a relevant characteristic of Luxembourg's economy, and that entrepreneurship rates in the country are high and stable over time. The report also provides information on entrepreneurs' motivations and attitudes, individual traits, and on the characteristics of new businesses. The 2017 special module provides details on the relations between creative activities and entrepreneurship. Country-specific questions for Luxembourg provide information on residents' well-being, and on policies aimed at fostering entrepreneurship. Analysis of GEM data reveals the existence of both a gender and a well-being gap for entrepreneurs. The policy environment in Luxembourg is perceived as favourable to entrepreneurship. The report has been presented at the STATEC's seminar series, and at the time of writing is being prepared for public release.</p> <p>The data collection for the 2018 survey wave has been completed. Several methodological improvements have been performed and new questions included, particularly concerning the administrative burden of starting a business.</p> <p>Based on GEM data, in 2018 team members started a project on the relation between well-being and engagement in entrepreneurship. Initial results from this research, and from research on immigration and entrepreneurship, have been presented at international conferences.</p> <p>The team also participated in the GEM global meeting, which was held in January 2018, and at the meetings of the scientific board of the global project.</p>
2	Well-being & social cohesion	<p>The PIBien-être report, released at the end of 2017, presented results from an ambitious project to measure quality of life in Luxembourg. During 2018, the team participated in several initiatives to disseminate the results from the project.</p> <p>The team continued research on measuring well-being, its determinants and consequences. Particular activities focused on two emerging streams of research that are relevant to policy making, namely the role of social capital in shaping economic and social outcomes, and the economic consequences of well-being. The main idea is that well-being is relevant for economic outcomes, and higher well-being is not only desirable per se, but can also lead to improvement in economic conditions.</p> <p>Concerning the economic consequences of well-being, the team investigated the contribution of well-being to productivity at the industry and country level. The results from this research are promising. An article that shows how well-being leads to productivity gains at the country level is currently under revision at an international peer reviewed journal. Another article using industry-level data is in preparation.</p>

N°	Objectif	Evaluation
----	----------	------------

Social capital is also a focus of the division’s research. Despite its relevance in the social sciences -- due to its positive association with economic, health, and well-being outcomes -- commonly used measures of social capital have received little empirical validation. In 2018, the team conducted an analysis of the reliability and validity of measures of social capital constructed from survey data.

During 2018, the team has increased its focus on building evidence concerning life satisfaction in Luxembourg. Research in this area has been limited by the lack of data on well-being and its correlates at the individual level and over time.

Evidence on the long-run evolution of life satisfaction in Luxembourg has been presented at STATEC’s seminar series. The evidence is interpreted in light of results from previous research on the Easterlin Paradox conducted by team members. To do so, life satisfaction data are compared to indicators of economic performance, trust, and welfare-state indicators.

Attitudes to **immigration** have become prominent in the political and, to a lesser extent, in the economic debate in recent years. At the same time, the scientific literature on causes and consequences of immigration has boomed. The team has contributed to this topic with two projects. First, a study on a panel of European countries, using Eurobarometer data, investigated the effect of immigration on the well-being of nationals. Results indicate that immigration has no effect on nationals. Second, a cross-country study used European Social Survey and Eurobarometer data to understand the explanations for individuals’ acceptance of globalization, as measured by the free movement of people.

After accounting for a number of observable characteristics, such as age, gender, socio-economic status, political orientation, and exposure to media, the results indicate that people with higher life satisfaction and social capital hold more favourable views on immigrants. Research from each study has been presented at seminars, and will be prepared as working papers to be released in the beginning of 2019.

3	European Values Survey – EVS	
---	-------------------------------------	--

Since its inception in 1981, the European Values Study (EVS) has been an international project aiming to collect comparable data on people’s values, beliefs and attitudes across European countries. The core questionnaire remains unchanged over time, thus making the EVS a unique source of data to analyse long-run changes in people’s preferences and values in Europe. The questionnaire also includes a limited number of country-specific questions.

N°	Objectif	Evaluation
		<p>The research consortium StudiaLUX, formed by the University of Luxembourg, LISER and STATEC, was set up to participate in the new wave (2018-2019) of the survey, and to collect and analyse the data for Luxembourg. This data, together with data from previous waves, will allow us to address social and economic issues for which information for Luxembourg is currently scarce or non-existing. (Additionally, several EVS variables are included among the PIBien-être dashboard of indicators.)</p> <p>During 2018, the research team contributed to the design and preparation of the questionnaire for Luxembourg, examining the appropriateness of the questionnaire in Luxembourg’s context, and including questions aimed to capture the issues specific to the country.</p> <p>The new data will be available by the end of 2019.</p>
4	Macro-economic studies - Output gap – the shadow gap	<p>A project to study Luxembourg’s economic cycle from a macroeconomic perspective has progressed and is now nearly completed. Results will be released in coming months. This project aims to design new methods to compute the output gap, which is the key variable to assess the fiscal position of European countries. Its final goal is to produce gap estimates that are more in line with macroeconomic developments and subject to fewer revisions than the production function method that is currently used by the EU Commission.</p> <p>The team also contributes to the EU Output Gap Working Group. It provides output gap and potential output estimates for Luxembourg to STATEC and the Ministry of Finance. These estimates are produced using a version of the EU production function method, which has been adapted to better reflect certain characteristics of the Luxembourg economy. The team contributed to the drafting of a proposal to integrate into the common EU methodology one country “specificity” for Luxembourg (the explicit modelling of cross-border workers) which was approved by the EC, and also conducted the peer-review analysis of a country proposal submitted by Portugal.</p>
5	Trade and productivity	<p>This multi-year project aims to study Luxembourg’s position in Global Value Chains using firm-level and industry-level data. The exploratory data analysis of the WIOD (World Input-output database) revealed the evolution of Luxembourg’s position in GVCs. Luxembourg trades intensively in intermediate consumption goods, which positions the country in the middle of global production chains. This motivates analysis at the micro-level, which uses trade and structural business statistics for Luxembourg firms. This project focuses on measurement issues. The goals are to better understand the production structure of firms, and in particular the flow of production factors (capital, labour and intermediate inputs), and ultimately link this with firms’ productivity performances.</p> <p>The activities carried out in 2018 include the exploration of trade data and the preparation of a technical report that documents stylised facts on flows of goods.</p>

N°	Objectif	Evaluation
6	Productivity in Luxembourg: LUXKLEMS	<p>LuxKLEMS provides productivity indices for Luxembourg at both the national and industry level. The indices describe the evolution of productive efficiency and labour costs in key industries, including financial and services, and evaluate Luxembourg’s international position.</p> <p>The LuxKLEMS database is updated each year with the arrival of the new wave of National Accounts data, which takes place during the autumn. New figures up to 2017 are currently being produced.</p> <p>In this line of research, the team has started a multi-year project to improve the computation of productivity figures for financial services in Luxembourg. The project has progressed well during 2018.</p> <p>During the year, a special focus has also been placed on sustainability issues. Two articles assess the performance of Luxembourg using welfare and sustainability indicators, such as adjusted net saving (World Bank) and the ecological footprint, in a comparative perspective. Results of the studies, which have been published in peer-reviewed journals, show that Luxembourg ranks among the most efficient countries when economic and social performances are considered. However, this result does not hold when environmental degradation is taken into account. Luxembourg belongs to the group of worst performing countries when the ecological footprint of economic activity is accounted for.</p>
7	Relative age effect	<p>The relative age effect (RAE) denotes an impact on outcomes resulting from the age differences that exist among children attending school in the same class. It has been found to affect academic and sport achievements. This research extends the literature to examine the consequences of RAE on aspects of the lives of adolescents. In particular, the research shows that RAEs make teenagers more prone to risky behaviours and negatively affect adolescents’ well-being. The results have been presented at seminars, conferences, and have been submitted for publication in peer reviewed journals.</p>
8	The social economy	<p>In previous years, the research team has conducted an investigation of the size and scope of Luxembourg’s social and solidarity economy. This work led to the release of a country report, which provided a first account of the relevance of the sector for Luxembourg, using indicators such as number of firms and employment. In addition, the team carried out a study on the non-economic outcomes of social firms in Luxembourg, testing whether these firms have a measurable impact on people’s well-being. The study has been accepted for publication in the Journal of Business Ethics, a highly ranked journal.</p> <p>A new report on the social economy which uses data up to the year 2017 is currently in preparation. The report will be released in 2019.</p>

N°	Objectif	Evaluation
9	Dissemination	The research team has participated in the International <i>Conference on Competitiveness Strategies for the Small States of the EU</i> held on the 19-20 April 2018 in Luxembourg. The team contributed with four presentations, summarised on the <i>Bilan de la Compétitivité 2018</i> . Articles from the FNR project LuxEmpTrade have been submitted for publication. An article on <i>Non-economic outcomes of social firms</i> in Luxembourg has been revised and accepted for publications. An article on cross-country comparisons of sustainability performances has appeared on <i>Environmental Modeling and Assessment</i> . Contributions have been accepted for publications on reputable journals, such as <i>Ecological economics</i> , the <i>Journal of Economics</i> , <i>Social Indicators Research</i> . Presentations have been delivered to the Luxembourg Society of Perspective and Evaluation (SOLEP)'s meetings, and to the Ministry of Sustainable Development. More details on the vast dissemination activities of the team can be found in the Section 1.3.

5.1.2 Bilan des travaux courants

5.1.2.1 Évaluation des travaux courants la division RED

The team continued its engagement in the OECD working parties reporting to the Committee on Industry Innovation and Entrepreneurship. In this context, the team participates in the projects Dynemp and Multiprod. These projects rely on a distributed micro-data approach to inform on employment dynamics and productivity performances at the industry level. The methodology ensures that results are comparable across countries. We also participate in the OECD scoreboard on financing small and medium enterprises (SMEs), which collects indicators to assess the financing needs of SMEs and entrepreneurs. The team also contributes to the meeting of the EU Output Gap Working Group (OGWG), and to the meetings of GEM scientific board (GERA).

5.1.3 Bilan de communication, coordination et formation

5.1.3.1 Publications

The following gives a list of peer-reviewed publications and releases which were developed from the research carried out by the team. In addition, team members have made 23 new submissions or re-submissions of articles to peer-reviewed journals. They have delivered 47 presentations and invited talks at scientific events and conferences both in Luxembourg and abroad.

Peer-reviewed publications:

- Fumarco, L. and G. Rossi (2018), The Relative Age Effect on Labour Market Outcomes – Evidence from Italian Football, *European Sport Management Quarterly*, vol. 18(4), 501-516.
- O'Connor, K., Blanco L., and Nugent J. (2018), Does Oil Really Curse Democracy? A Long-Run Time-Series Analysis of 127 Countries, *Resources Policy*, 10.1016/j.resourpol.2018.03.012.
- DiMaria, C.H. (2018), An Indicator for the Economic Performance and Ecological Sustainability of Nations, *Environmental Modeling and Assessment*, forthcoming.
- Bartolini, S. and F. Sarracino (2018), Do People Care About Future Generations? Derived Preferences from Happiness Data, *Ecological Economics*, vol. 143, 253-275.

- Sarracino, F. and Mikucka, M. (2018), Consume More, Work Longer, and Be Unhappy: Possible Social Roots of Economic Crisis?, *Applied Research in Quality of Life*, 10.1007/s11482-017-9581-0.
- Sarracino, F. (2018), Book review of Koutsobinas, Theodore: The political economy of status: Superstars, markets and culture change. (Edward Elgar, 2014), *Journal of Economics*, 10.1007/s00712-018-0595-3.
- DiMaria, C.H. (2018), Sustainability, welfare and efficiency of Nations, *Quality & Quantity*, 10.1007/s11135-018-0809-3.
- de Vries, H., Jakobs, K., Egyedi, T. M., Eto, M., Fertig, S., Kanevskaia, O., Klintner, L., Koch, C., Mijatovic, I., Mirtsch, M., Morone, P., Orviska, M., Riillo, C. A.F. , & Scaramuzzino, G. (2018), Standardization: Towards an Agenda for Research, *International Journal of Standardization Research*, vol. 16(1), 52-59.
- Rade, A., Ardigò, L., Jelaska, I., Padulo, P., and Fumarco, L. (2018), Relative age effect and second-tiers: No second chance for later-born players, *PLoS ONE*, vol. 13(8), 1-23.
- Sarracino, F. and Fumarco, L. (2018), Assessing the non-financial outcomes of social enterprises in Luxembourg, *Journal of Business Ethics*, accepted.
- Sabatini, F. and Sarracino, F. (2018), Online networks and trust, *Social Indicators Research*, doi.org/10.1007/s11205-018-1887-2.
- Sarracino, F. (2018), Quality of life in Luxembourg: key results from the PIBien-être project, *Caritas Luxembourg, 2018 Sozialalmanach Schwéierpunkt: D'sozial Kohesioun um Spill?*, 227-250.
- Riillo, C.A.F. and Mijatovic I. (2018), *Diffusion vs. Knowledge Protection When Participating in ICT Standardization*, book chapter in *Corporate and Global Standardization Initiatives in Contemporary Society*, edited by Kai Jakobs, pp. 71-85, Hershey, Pennsylvania: IGI Global.
- Riillo, C.A.F. (2018), *Who Would like to Develop ICT Standards?: Insights from Community Survey on ICT usage*, book chapter in *Corporate and Global Standardization Initiatives in Contemporary Society*, edited by Kai Jakobs, pp. 1-20, Hershey, Pennsylvania: IGI Global.

Working papers:

- O'Connor, K.J. and Graham C. (2018), Longer, More Optimistic, Lives: Historic Optimism and Life Expectancy in the United States. , Brookings Global Economy and Development Working Papers.
- O'Connor, K.J. and Graham C. (2018), Longer, More Optimistic, Lives: Historic Optimism and Life Expectancy in the United States. , HCEO Working Paper Series No. 2018-026.
- O'Connor, K.J. and Graham C. (2018), Longer, More Optimistic, Lives: Historic Optimism and Life Expectancy in the United States. , *Economie et statistiques* No. 100/2018.
- O'Connor, K.J. (2018), The effect of immigration on natives' well-being in Europe, *Economie et statistiques* N° 103/2018.

6. Division SG – Services généraux

6.1 Bilan de l'année 2018

6.1.1 Bilan des objectifs opérationnels

6.1.1.1 Évaluation des objectifs opérationnels qui visent la division en entier

RAS

6.1.1.2 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité SG1 - Communication

N°	Libellé	Evaluation
1	Rebranding	<p>But de l'opération: moderniser la communication du STATEC, donner une image plus positive et augmenter le taux de réponse aux enquêtes.</p> <p>Suite à un workshop en 2017 lors duquel les valeurs, la mission et la vision du STATEC ont été définis en impliquant des représentants de toutes les divisions du STATEC, une nouvelle charte graphique et un nouveau logo ont été présentés lors de l'allocution pour le Nouvel An au STATEC. Dans un premier temps, la nouvelle charte graphique a été appliquée aux signatures des emails Outlook, au papier à lettre ainsi qu'aux cartes de sites du STATEC.</p>
2	Suite refonte des publications	<p>Objectifs de cette refonte: diffuser des publications plus synthétiques et plus faciles à lire pour le grand public.</p> <p>En cas de déviations par rapport au planning, ceci permettra aussi à SG1 d'adapter sa planification des publications en temps utile, et de ne pas subir des « faits accomplis » de dernière minute.</p> <p>Dans ce contexte, signalons que la communication visuelle jouera un rôle beaucoup plus important. Depuis le deuxième semestre 2017, des info-graphies ont été intégrées dans la série Regards. But: résumer d'une façon visuelle les faits marquants et messages principaux.</p> <p>Depuis l'année 2017, SG1 a d'abord travaillé avec 2 infographistes freelance sachant que les infographies seront intégrées progressivement dans tous les formats de publications que le STATEC propose. Depuis le deuxième trimestre 2018, un collaborateur interne et en charge des infographies ce qui nous permet d'être plus réactifs. A terme, nous envisageons de réaliser une grosse partie de la création visuelle en interne, y compris les vidéos.</p> <p>En 2018, plusieurs vidéos ont été réalisées: deux courts-métrages du style « 1 in a 100 » sur la population et le marché de travail au Luxembourg, ainsi que des micro-trottoirs pour annoncer la Journée européenne de la Statistique et un reportage de cet événement. Ces vidéos ont eu de bons échos, notamment sur les réseaux sociaux.</p> <p>Pour 2019, 8 spots sont en cours de production pour expliquer au grand public les produits, services et missions du STATEC et pourquoi c'est important de participer aux enquêtes (campagne explicative).</p>

N°	Libellé	Evaluation
----	---------	------------

La nouvelle charte graphique ainsi que le logo sont appliqués dans les publications depuis le deuxième trimestre 2018.

- **Luxembourg en chiffres:** Le document de référence du STATEC qui jouit d'un degré de reconnaissance très élevé. Cette publication a été valorisée davantage: design plus dynamique, des infographies, des tableaux plus parlants. En 2018, cette publication a subi une refonte plus approfondie. Résultat de cette refonte: sur les 20.000 exemplaires, 17.000 ont été distribués après 2 mois. Les années précédentes, nous n'en avons distribué que 15.000 sur 12 mois.
- **Refonte Rapport d'activité grand public.** A l'époque, ce rapport était un copier-coller du document envoyé au Ministère de l'Economie. Nous avons adopté une autre démarche: faire en sorte à ce que le rapport grand public aborde des sujets transversaux qui ont fait la Une lors de l'année en question. Exemples: PIBien-être, le Luxembourg en 2060, le STATEC dans la presse etc.. Le design et le style de rédaction ont par conséquent été adaptés au public cible. Au final, un rapport dans un style plus « magazine » a vu le jour.

Point de vue fond et forme, cette publication suit une autre logique que les autres. En 2018, le rapport a subi une refonte plus poussée, concernant notamment le style rédactionnel. Une importance beaucoup plus grande a été accordée aux collaborateurs du STATEC et aux activités de l'Association des Fonctionnaires et Employés du Statec (AFES).

- **Refonte du rapport TCS (Travail et Cohésion Sociale).** Cette refonte est similaire à celle de la Note de conjoncture (NDC): un design plus convivial et un contenu plus agréable à lire. Des éléments visuels qui gagnent en importance pour faire véhiculer des messages. En même temps, c'est la première fois dans l'histoire du TCS que la publication sur papier a été présentée lors de la conférence de presse, qui traditionnellement a eu lieu la veille de la Journée de la lutte contre la pauvreté. **Le TCS et la Note de Conjoncture** sont mis en forme par **une agence de communication**, ce qui oblige les auteurs à respecter des **deadlines plus serrées** que dans le passé, mais qui donne un **résultat qui en vaut la chandelle**. Toutes les publications papier TCS et NDC ont été distribuées, ce qui n'était pas le cas dans le passé.
- **Refonte des Bulletins** qui vont **fusionner avec les cahiers économiques**: la nouvelle publication est intitulée **Analyses**. SG1 était d'avis que le STATEC dispose de trop de publications différentes et que le lecteur de toute façon s'intéresse plus au sujet qu'au nom de la publication. **Le TCS 2018 est le premier numéro de la série Analyses**, qui en principe traite **de sujets qui ne peuvent être résumés en une publication de quatre pages comme la série des Regards**. Comme pour les autres publications sous nouvelle mouture, l'accent est mis davantage sur la lisibilité des documents sans faire de compromis quant au fond d'un sujet.

N°	Libellé	Evaluation
3	Nouvel Intranet/Sharepoint	<p>Le remplacement de l’Intranet actuel est en cours de route. La proposition de Projet a été acceptée par le Comité des projets du CTIE en février 2018. Nous avons organisé une réunion Kick-off bilatérale en mai. De mi-mai à mi-juin nous avons commencé les travaux d’analyse de l’existant (structure, contenu, fonctionnalités du site actuel). Puis a débuté la rédaction des spécifications fonctionnelles (mi-mai à mi-juillet). Des workshops ont été organisés: un avec les représentants des différentes divisions, un pour faire le tri par cartes du contenu, un sur les métadonnées, un sur l’administration des groupes en SharePoint.</p> <p>Parallèlement de multiples réunions avec le CTIE ont eu lieu.</p> <p>Le CTIE a fourni une installation vide, mais autrement qu’attendu, nous avons dû nous-mêmes créer les structures et fonctionnalités dans SharePoint ce qui a entraîné un grand travail supplémentaire ainsi qu’un certain retard.</p> <p>La mise en production du nouvel Intranet est prévue pour 2019. Le contenu sera migré à partir de janvier. Des formations devront être organisées pour les agents contribuant au contenu de l’Intranet.</p>
4	Social Media	<p>L’utilisation de contenus plus adaptés aux différents réseaux sociaux (communication plus visuelle et grand public pour Facebook, communication plus courte et factuelle pour Twitter et LinkedIn) ainsi que l’utilisation de « boosts » pour certaines publications a porté ses premiers fruits: sur tous les supports, le nombre de fans ou de followers a significativement augmenté:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Facebook: 353 Likes (oct. 2016) → 1029 Likes (3.12.2018) = +676 Likes - Twitter: 635 Followers (oct. 2016) → 1188 Followers (3.12.2018) = +553 Followers - LinkedIn: 1158 Followers (oct. 2016) → 1647 Followers (3.12.2018) = +489 Followers <p>La création de contenus spécifiques pour les réseaux sociaux doit être intensifiée dans le futur afin d’agrandir les communautés et augmenter l’interaction avec les utilisateurs (Likes, Shares & Comments).</p>
5	Enquêtes	<p>Il a été constaté que jusqu’à présent, les procédures d’envoi pour les différentes lettres d’enquêtes du STATEC, tout comme le ton et la forme choisis, différaient fortement d’unité en unité et d’enquête en enquête. Pour préserver la crédibilité du STATEC et donner une image cohérente de notre administration en adéquation avec les valeurs définies lors du Rebranding, une réunion avec les unités responsables d’enquêtes a été organisée avec l’objectif d’uniformiser les lettres d’enquêtes.</p> <p>Dans le futur, un langage plus clair et concis ainsi qu’une présentation plus conviviale des lettres et dépliants doivent contribuer à augmenter le taux de réponse aux enquêtes.</p> <p>L’enquête sur le budget des ménages (EBM) a été choisie comme projet pilote pour tester ce nouveau style, les autres enquêtes devront être adaptées au fur et à mesure de l’année 2019.</p>

N°	Libellé	Evaluation
6	Evénements	<ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="589 222 1399 898"> <p>Journée européenne de la statistique le samedi 20 octobre 2018 au Luxembourg Science Center à Differdange: Quiz + Conférence « Le hasard: ses régularités et ses surprises », avec l'invité le Prof. Jean-Paul Delahaye (Université de Lille).</p> <p>Contrairement à d'autres années, cet événement était davantage orienté grand public et le but était de présenter sous forme vulgarisée quelques concepts statistiques importants. Lors de cette journée, 2 shows de 50 minutes, un en français et un autre en luxembourgeois, ont été présentés par le Dr Julien Meyer, Science Communicator du Science Center à Differdange. Par la suite, ce show continuera à être présenté régulièrement devant une audience grand public. Depuis la Journée de la Statistique, la collaboration avec le Science Center s'est intensifiée. En 6 semaines, le Science Center a distribué plus de 500 <i>Luxembourg en Chiffres</i>. Par ailleurs un quiz, portant e.a. sur la démographie au Luxembourg et dont les questions ont été fournies par les collaborateurs du STATEC, a été organisé avec le Tageblatt online. Dans un futur proche, une collaboration via un projet « présentations des métiers » au Science Center est prévue: 2-3 collaborateurs du STATEC informent les jeunes sur les perspectives de carrière au STATEC.</p> <li data-bbox="589 905 1399 1264"> <p>Evénement avec Oxford Economics et la Chambre de Commerce le 8 novembre 2018 à la Chambre de Commerce: une conférence sur les perspectives économiques, nommée « Global Economic Outlook conference - Trade, central banks and governments: Policies are shifting » a été organisée en collaboration avec Oxford Economics et la Chambre de Commerce Luxembourg (Fondation Idea). La conférence a abordé des questions d'envergure européenne et mondiale telles que l'escalade de la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine, le Brexit, ainsi que leurs implications pour les marchés financiers internationaux. Près de 80 personnes ont assisté à cet événement.</p>

N°	Libellé	Evaluation
		<ul style="list-style-type: none"> Stand du STATEC à la Foire de l'étudiant à Luxexpo les 8 et 9 novembre 2018. Les objectifs de la foire: renseigner sur les carrières professionnelles possibles au STATEC, informer sur nos activités et donner une image positive et dynamique de notre administration. Pour atteindre cet objectif, plusieurs mesures ont été prises: un quiz avec des questions génériques sur l'économie et la population, présence de jeunes collaborateurs du STATEC qui parlent le langage des étudiants et connaissent leurs besoins. 119 jeunes ont participé au quiz pendant les deux jours, ce qui a engendré 49 nouvelles inscriptions à la newsletter. Suite à la foire, un debriefing a été organisé. Tous les participants ont été d'accord sur le fait que les objectifs ont été atteints et que le stand a été beaucoup plus dynamique que les années précédentes. Néanmoins, l'intérêt a été moindre cette année-ci. Une raison majeure: le mauvais emplacement du stand. Des efforts devront également être faits pour mieux expliquer les différents profils recrutés. Dans ce contexte, une réunion SG1-SG3 est prévue début 2019 pour discuter de la stratégie future concernant le recrutement. Stand aux Walfer Bicherdeeg les 17 et 18 novembre 2018. Objectif: promouvoir nos publications et renseigner sur les activités du STATEC. Constat: beaucoup plus d'interactivité avec le public que dans le passé et un très grand intérêt pour les publications: près de 800 Luxembourg en Chiffres y ont été distribués ainsi que 200 <i>Infographies</i>, 75 <i>Statistiques en bref de la Grande Région</i>, 36 <i>Bulletins</i>, 18 Livres « <i>Histoire économique du Grand-Duché de Luxembourg 1815-2015</i> » de Gérard Trausch, 10 <i>Rapports TCS</i>, 7 <i>Cahiers économiques</i> et 3 <i>Notes de Conjoncture</i>.

6.1.1.3 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité SG1 – CEDES (Centre de documentation économique et statistique)

N°	Libellé	Evaluation
1	Projet STATEC/BnL: Numérisation et mise en ligne des publications du STATEC (et de ses prédécesseurs)	<p>Numérisation des publications éditées par le STATEC (et de ses prédécesseurs). Mise en ligne des publications numérisées via le catalogue a-z.lu de la Bibliothèque nationale de Luxembourg (BnL), Europeana et le Portail des statistiques.</p> <p>Les travaux y relatifs comportent:</p> <ul style="list-style-type: none"> - analyse d'intégralité des publications restantes du STATEC selon les consignes de la BnL qui élabore le cahier des charges destiné au sous-traitant exécutant la numérisation ; - numérisation de ces publications suivant cahier des charges ; - catalogage dans ALEPH des publications du STATEC à numériser ; - expertise juridique concernant les questions restantes autour des droits d'auteur ; - maintenance d'une base de données « droits d'auteurs » (p.m. protection des données) comprenant l'accord des auteurs ;

N°	Libellé	Evaluation
2	Projet: Intensification du catalogage dans ALEPH de monographies stockées à la bibliothèque du STATEC	<ul style="list-style-type: none"> - mise en ligne en collaboration avec la BnL des publications déjà numérisées avec conférence de presse commune BnL/STATEC. <p>Catalogage dans le système ALEPH (experts externes) et un agent du STATEC en étroite collaboration avec la BnL.</p> <ul style="list-style-type: none"> - assurer le basculement d’ALEPH v21 vers ALEPH v23 avant le 14 janvier 2018 (réseau des bibliothèques nationales) ; - cataloguer les monographies et certaines revues, travaux entre autres utiles pour faciliter la logistique en vue de la réduction de l’espace de la bibliothèque.

6.1.1.4 Évaluation des objectifs opérationnels pour l’unité SG2 - Informatique

N°	Libellé	Evaluation
1	National accounts – The next generation (NATNG) - Système de réception et de stockage des données source (VIVA)	<p>Le système de réception et de stockage des données source (VIVA) a continué à être développé. Un prototype de l’application a été présenté aux utilisateurs courant 2018, et a été accueilli positivement. Pour que le système puisse être utilisé par l’ensemble du STATEC, le développement d’une classification/nomenclature et d’un dictionnaire communs à toutes les divisions sont nécessaires. Un groupe de travail transversal au STATEC a été mis en place en fin d’année 2018 et planche sur ce sujet.</p>
7	Environnement de reporting de la Centrale des Bilans	<p>La refonte de l’environnement de reporting de la Centrale des Bilans a permis d’obtenir de meilleures performances lors du chargement et du requêtage des données.</p> <p>Le nouvel environnement est en cours de test auprès des utilisateurs et sera mis en production début 2019.</p>
8	Diffusion de la NACE vers le RCS et les autres administrations	<p>La diffusion par Web Service de la Nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (NACE) vers le Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) et les autres administrations est en cours de test. L’aspect sécurité doit encore être audité pour être conforme avec le framework d’Eurostat ESS IT Security.</p>
9	Standardisation du processus des enquêtes - Remplacement de l’ancien logiciel de saisie des enquêtes	<p>La majorité des enquêtes a été migrée vers la nouvelle architecture interne de gestion des enquêtes. Cette standardisation permet de réaliser tous les traitements informatiques liés aux enquêtes dans des délais plus rapides.</p>
10	Reporting CSSF	<p>Une nouvelle version du reporting financier a été mise en place par la CSSF. Celle-ci a été intégrée dans les délais dans le système interne du STATEC.</p>
21	Transport routier de marchandises (TRM): collecte électronique pour de nouveaux transporteurs	<p>Des développements, des corrections et de la maintenance ont été réalisés sur ce projet. Le processus d’importation des fichiers électroniques est actuellement en phase de test.</p>

N°	Libellé	Evaluation
NEW	Migration Census Hub d'Eurostat vers une nouvelle version	La plateforme permettant la diffusion des données issues du recensement de la population (Census Hub) a entièrement été restructurée et mise à jour. Cependant certains problèmes techniques sont encore à résoudre en collaboration avec Eurostat.

6.1.1.5 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité SG3 – Personnel et Budget

N°	Libellé	Evaluation	%
1	RGD sur la formation spéciale	Règlement grand-ducal et le règlement ministériel engagés dans la procédure législative	
2	Management - Gouvernance	Nouveau projet de management dédié aux membres du Comdir, du Délégué à la Protection des données (DPD), du Responsable de la Sécurité des Systèmes Informatiques (RSSI) et de certains chefs d'unité initiés – 4 séances en 2018	
	Recrutement - Entretien structuré	Adoption de la méthode de recrutement de l'entretien structuré préconisée par la Fonction publique	
3	Diversité et bien-être	Café de la diversité - Fruit Day – Quinzaine du bien-être avec 4 formations autour de la santé et du bien-être au travail	
4	Référentiel Métiers	Projet pilote de la FP visant la déclinaison des fonctions dans les administrations	
5	Gestion des contrats	Réactions appropriées aux dysfonctionnements des experts	
6	IT-Security	Projet IT Security au niveau des accès physiques aux bâtiments et de l'analyse approfondie des diverses chartes.	
7	EMOS (European Master in Official Statistics)	Deux stagiaires, inscrites à l'Université du Luxembourg ont opté pour un premier stage de 6 semaines au STATEC en 2018, suivi d'un stage de 3 mois en 2019. Deux nouveaux stagiaires sont prévus pour le cycle 2019/2020.	

6.1.2 Bilan des travaux courants

6.1.2.1 Évaluation des travaux courants de l'unité SG1 - Communication

N°	Libellé	Evaluation
1	Publications du STATEC	Relecture, mise en page et diffusion en ligne (portail, newsletter et réseaux sociaux) ainsi qu'en version imprimée pour certaines publications.
2	Conférences de presse	Des conférences de presse ont été organisées pour toute publication importante: La note de conjoncture, le rapport TCS etc. Les sujets ont trouvé des échos importants dans la presse suite à ces conférences.
3	Gestion des données économiques et financières (standard SDDS du FMI) SDDS+	Publication des données SDDS dans les délais imposés. Les métadonnées requises sont en cours de validation. La production de fichiers SDMX est en phase de test préliminaire. Une automatisation est à prévoir pour ce processus.

6.1.2.2 Évaluation des travaux courants de l'unité SG1 - CEDES

N°	Libellé	Evaluation
1	Gestion des nouvelles acquisitions d'ouvrages de la bibliothèque du STATEC	Collationnement: inscriptions des ouvrages dans le fichier d'inventaire après vérification de leur état et de leur conformité par rapport aux factures. Catalogage: attribution de cotes (logiciel ALEPH) et établissement de la description de l'ouvrage, en lien avec la BnL. Classement et affectation au prêt des ouvrages achetés.
2	Gestion des périodiques scientifiques entrant à la bibliothèque du STATEC	Gestion des abonnements: contrôle des livraisons et des factures, mise à jour du fichier d'inventaire avec les nouvelles acquisitions. Saisie des sommaires avec publication instantanée sur Intranet. Gestion des prêts: mise à jour du fichier, lancement de rappels.
3	Catalogage systématique du fonds de la bibliothèque du STATEC dans ALEPH	Catalogage systématique dans ALEPH (logiciel international de catalogage utilisé par le réseau des 85 bibliothèques luxembourgeoises). Il s'agit d'une part, du catalogage de tous les ouvrages entrés dans la bibliothèque du STATEC, et d'autre part, dans le cadre du projet de numérisation BnL/STATEC, du catalogage des publications éditées par le STATEC et ses prédécesseurs.
4	Travail de sélection des publications/ouvrages en surnuméraire	Poursuite des travaux de repérage des exemplaires en surnuméraire des revues dans les compactus. Recherche des revues offrant ou pas, tout ou partie de leurs collections sur Internet. Ceci permet de faire de la place en vue de la suppression de moitié de la surface de la bibliothèque.
5	Maintenance d'une base de données de droits d'auteur	Recherche des auteurs, des ayants-droits, des adresses de leur domicile.

6.1.2.3 Évaluation des travaux courants de l'unité SG2 – Informatique

N°	Libellé	Evaluation
1	Installation, maintenance et supervision des systèmes et du réseau	<ul style="list-style-type: none">- Installation et mise à jour des logiciels et des systèmes;- réparation des appareils en dysfonctionnement;- mise à jour des certificats;- supervision et la centralisation des journaux des systèmes;- supervision de l'espace de stockage en continu;- installation, configuration et supervision des dispositifs réseau.
2	Administration des bases de données	L'administration des bases de données est assurée avec la réalisation d'opérations de maintenance et l'écriture de scripts. Une analyse constante des besoins des développeurs et utilisateurs a été instaurée afin d'améliorer nos procédures et politiques.
3	Gestion des quotas, des sauvegardes et de l'archivage	La gestion de l'espace disque (quotas) sur les serveurs de fichiers est effectuée à chaque expression du besoin d'un utilisateur. Cette gestion peut aboutir à de l'archivage des données. Le bon fonctionnement des sauvegardes est contrôlé quotidiennement. La restauration de fichiers et l'archivage de données ont été faits à chaque demande utilisateur.

N°	Libellé	Evaluation
4	Gestion du matériel informatique du STATEC	Un inventaire est maintenu à jour pour tout le matériel informatique. La gestion du stock des consommables informatiques est faite en continu.
5	Installation et mise à disposition du matériel informatique pour les utilisateurs	L'installation des systèmes d'exploitation, des licences, des certificats et des applications est réalisée sur les postes des utilisateurs.
6	Gestion des licences	Un inventaire des licences est maintenu à jour. Le STATEC gère aussi les licences de certains outils statistiques d'autres administrations gouvernementales.
7	Helpdesk (gestion du système de ticketing)	L'unité informatique gère le support de 1 ^{er} et second niveau aux utilisateurs. Un support ponctuel est apporté au Conseil Economique et Social.
8	Gestion des demandes d'accès informatiques et mise en place des droits d'accès	Pour chaque demande d'accès au système d'information du STATEC, l'unité informatique vérifie la légitimité et la conformité de la demande et procède alors aux opérations d'installation et de déclaration.
9	Maintenance des applications Web	Les applications et les systèmes exposés sur Internet sont contrôlés de manière très régulière. Des opérations de maintenance sont aussi réalisées.
10	Gestion des applications du CTIE	Toutes les demandes relatives à l'antivirus, aux comptes utilisateurs IAM et aux adresses mail sont traitées.
11	Supervision des processus automatisés	Quotidiennement, l'unité informatique vérifie la bonne exécution des tâches planifiées, les relance et les corrige en cas d'erreur.
12	Gestion des importations et des exportations des données	Pour chaque importation/exportation de données demandées par un utilisateur, l'unité informatique vérifie la validité de la demande auprès du responsable de l'utilisateur puis effectue l'opération.
13	Gestion du site de secours	Pour s'assurer d'une reprise rapide en cas d'incident sur le site principal, un site de secours est utilisé. La mise en place et le contrôle des procédures de réplication sont effectués.
14	Gestion des bâtiments et des salles de formations	L'unité informatique assure la gestion des salles machines et veille aussi à la préparation des salles de formation en cas de besoin.
15	Gestion Horaire Mobile du STATEC	Plusieurs agents de l'unité informatique assurent une aide ponctuelle ou régulière pour la gestion de l'horaire mobile du STATEC.
16	Gestion du budget informatique	La gestion du budget informatique est assurée conjointement par l'unité informatique et l'unité budget du STATEC.
17	Gestion des projets informatiques	La gestion des projets est assurée par l'unité informatique.

N°	Libellé	Evaluation
18	Corrections et maintenances évolutives sur toutes les applications internes du STATEC	Le développement de nouveaux modules ou la réalisation d'adaptations sur les applications internes au STATEC sont réalisés.
19	Corrections et maintenances évolutives sur tous les flux de données	Les processus de traitement de données évoluent au cours de l'année. Des adaptations ou corrections doivent être réalisées.
20	Veille technologique	Des recherches et analyses sont régulièrement effectuées en vue de s'informer sur les dernières technologies. L'objectif est d'innover et améliorer les systèmes existants ou les futurs projets.
21	Maintenance du Portail Grande-Région	Les logiciels utilisés pour le portail de la Grande-Région sont mis à jour après chaque sortie de version majeure ou patch de sécurité.
22	Maintenance du portail pour les enquêtes électroniques	A chaque nouvelle sortie d'un patch de sécurité, les serveurs web du portail et des services web sont mis à jour. Des corrections peuvent aussi être réalisées.
23	Helpdesk pour les enquêtes électroniques et Idep.Web	Une assistance auprès du public a été assurée par l'unité informatique pour certaines enquêtes électroniques et le service en ligne Idep.Web.
24	Vérification de la qualité des données	Les données en provenance de différentes sources sont traitées et validées quotidiennement.
25	Gestion des téléphones fixes et portables	La gestion courante des téléphones fixes et portables est effectuée tout au long de l'année.
26	Révision de la sécurité	Tout au long de l'année, des opérations de révision de la sécurité sont menées. De plus, un suivi des incidents de sécurité est assuré.
27	Encadrement des intervenants externes rattachés à l'informatique	Pour chaque prestation d'un intervenant externe, il est nécessaire de l'encadrer et de vérifier que les bonnes pratiques informatiques soient respectées (documentation, type de programmation, etc.).
28	Administration du système d'impression	L'unité informatique s'est chargée de l'administration du système d'impression.
29	Production d'une documentation informatique de qualité	Par manque de temps et suite à l'urgence de nombreuses demandes, une documentation de qualité décrivant les fonctionnalités des applications n'est pas toujours rédigée.

6.1.2.4 Évaluation des travaux courants de l'unité SG3 - Personnel et Budget

N°	Libellé	Evaluation			
1	Personnel	Effectif en place et à recruter - situation au 31 décembre 2018			
			Total 2018	Femmes 2018	Hommes 2018
		Effectif statut du fonctionnaire	107	43	64
		Effectif statut de l'employé permanent et temporaire	79	42	37
		Total	186*	85	101
		Effectif auxiliaire et externe	30	13	17
		STATEC Research asbl	9	1	8
		TOTAL	225**	99	126

*186 personnes correspondent à 164,75 postes à tâche complète

L'effectif externe est largement affecté à des études particulières. Les activités de recherche appliquée du STATEC ont été reprises par l'association sans but lucratif STATEC Research à partir du 01.01.2018.

Le personnel engagé antérieurement auprès de l'ANEC (Agence pour la normalisation et l'économie de la connaissance) dans le cadre de la recherche appliquée a été repris aux mêmes termes et conditions par la nouvelle société.

Le STATEC désire amplifier la recherche économique en collaboration avec STATEC Research asbl et l'Observatoire de la compétitivité.

Le STATEC collabore avec:

- le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative en matière de recrutement;
- l'ADEM en matière d'engagement de personnes dans le cadre des mesures d'emploi;
- l'INAP concernant l'actualisation du plan de formation et la réforme de la formation spéciale.

Le STATEC est un organisme formateur à plusieurs niveaux:

- Dans le cadre de l'apprentissage adulte de l'informaticien qualifié, un apprenti est actuellement en dernière année de formation.

N°	Libellé	Evaluation
----	---------	------------

- Au cours de 2018, 13 étudiants ont eu l’occasion de travailler dans les Unités du STATEC leur permettant un regard sur le monde du travail dans le cadre d’un emploi étudiant.
- Dans le cadre de la mise en place du processus de Bologne, le STATEC a ouvert la possibilité aux étudiants du cycle supérieur de leurs études universitaires de faire des stages auprès du STATEC pendant une durée de 2 à 4 mois. Un universitaire a profité de cette opportunité.
- De plus dans le cadre des études universitaires EMOS (European Master in Official Statistics), 2 universitaires de l’Université du Luxembourg ont passé un premier stage de 6 semaines au STATEC pendant l’année 2018. Les 2 universitaires vont revenir en 2019 pour un stage de 3 mois. 2 nouveaux stagiaires seront accueillis en 2019 pour un premier stage de 6 semaines, de sorte que 4 universitaires profitent de leurs études EMOS pour un stage au STATEC.
- Le dayCARE 2016 a permis au STATEC d’accueillir 6 étudiants pendant une journée afin de présenter les métiers de la statistique et d’offrir une première expérience dans le monde du travail.

Personnel (suite)

Gestion du personnel et du STATEC

Le STATEC soutient une culture administrative mettant l’accent sur la personnalité, la compétence, l’engagement et la critique constructive. Le STATEC entend développer la communication, le dialogue et l’écoute dans un climat de respect mutuel. Le STATEC s’engage à accroître le savoir, le savoir-faire et le savoir-être en conciliant la performance et le bien-être au travail. Le STATEC favorise l’émergence des idées innovatrices, l’autonomie, la responsabilité individuelle et le travail en équipe.

2 Budget des recettes et des dépenses 2018

La politique de publication privilégie la diffusion gratuite via Internet.

BUDGET DES RECETTES DU STATEC	
Ventes Publications par année budgétaire (en EUR)	
Année 2005	29 482
Année 2010	12 404
Année 2015	3 919
Année 2016	600
Année 2017	318
Année 2018	25

Six nouvelles demandes de participation aux actions d’Eurostat génèrent la continuité des recettes dans les années à venir.

N°	Libellé	Evaluation
----	---------	------------

Un expert en prix du STATEC a réalisé des missions à Haïti pour le compte du Fonds Monétaire International.

BUDGET DES RECETTES DU STATEC	
CONTRATS UE par année budgétaire (en EUR)	
Année 2005	503 789
Année 2010	421 704
Année 2015	228 482
Année 2016	283 962
Année 2017	102 734
Année 2018	327 464
CONTRATS FMI - expertise en prix	
Année 2017	39 984
Année 2018 (en USD)	28 050

Le budget des dépenses est en croissance continue.

BUDGET DES DEPENSES DU STATEC		
	budget annuel en milliers EUR	augmentation en %
Année 1970	553.6	
Année 1980	1 500.6	171.06
Année 1990	2 970.1	97.93
Année 2000	6 693.2	125.35
Année 2010	16 557.0	147.37
Année 2015	20 712.4	25.09
Année 2016	21 436.8	3.50
Année 2017	22 707.2	5.92
Année 2018	24 281.4	6.93

6.1.3 Bilan de communication, coordination et formation

6.1.3.1 SG1 – Communication

Publications

Nom de la publication	Série/Nombre	Auteurs
Rapport d'activités 2017	-	STATEC
Luxembourg en Chiffres 2018	-	STATEC
Développement durable au Luxembourg	-	STATEC
Note de Conjoncture 1-2018 et 2-2018		STATEC
Bulletins/Analyses	3 Bulletins, 1 Analyses (Rapport TCS)	STATEC
Regards	15 Regards	STATEC
Statnews	42 Statnews au 5 décembre 2018	STATEC
Working papers	7 Economie & Statistiques	STATEC/externes

7. Division GOC – Gouvernance et coordination

7.1 Bilan de l'année 2018

7.1.1 Bilan des objectifs

7.1.1.1 Évaluation des objectifs opérationnels qui visent la division en entier

RAS

7.1.1.2 Évaluation des objectifs opérationnels pour le responsable de la sécurité du système d'information

RAS

7.1.1.3 Évaluation des objectifs opérationnels pour le délégué à la protection des données

N°	Libellé	Évaluation
1	DataREG	Les traitements des données à caractère personnel dont le STATEC est responsable ont été saisis dans le registre des traitements DataREG mis à disposition par l'État.

7.1.1.4 Évaluation des objectifs opérationnels pour la responsable de la qualité

N°	Libellé	Évaluation
1	Qualité: Plan d'action issu de la Peer Review (PR) réalisée en 2015 au niveau du Système Statistique Européen	Travaux de suivi et mise en œuvre des actions d'amélioration en réponse aux recommandations formulées par les examinateurs externes menant la PR (12 recommandations auxquelles sont liées 16 actions d'améliorations à entreprendre) dans le cadre de la politique de qualité du STATEC. L'échéance pour la mise en œuvre des actions d'amélioration est fin 2019. Il reste encore à réaliser: la création au sein du Comité des statistiques publiques d'un groupe de travail sur l'interprétation du Code de bonnes pratiques des statistiques européennes, la publications des procédures d'accès aux microdonnées anonymisées et l'amélioration de la situation d'accès aux données administratives (notamment fiscales).
2	Enquête de confiance dans les statistiques publiques	Il s'agit de la réalisation d'une enquête triennale auprès des utilisateurs des statistiques publiques exigée par le Code de bonnes pratiques des statistiques européennes ainsi que d'une analyse des résultats. Les utilisateurs se sont notamment prononcés sur le niveau de notoriété du STATEC par rapport à d'autres institutions, le niveau de confiance accordé aux statistiques officielles ou encore sur l'indépendance des statistiques à l'égard des considérations politiques. L'enquête renseigne ensuite sur la popularité des différentes publications du STATEC et de leurs supports de diffusion (papier, Internet). Enfin, l'enquête met en évidence l'existence d'un lien entre la confiance dans le gouvernement et la confiance dans les statistiques publiques. Un article y relatif a été publiée dans le cadre de la 16th Conference of IAOS/OECD.

7.1.1.5 Évaluation des objectifs opérationnels pour l'unité Grandes Entreprises

N°	Libellé	Évaluation
1	Mise en place d'une nouvelle unité qui s'occupe de la mise en cohérence des différents domaines statistiques.	<p>L'unité Grandes Entreprises a été mise en place en avril 2018, en réponse à la globalisation et à la présence de structures de production multinationales complexes qui peuvent impacter très considérablement les comptes nationaux.</p> <p>Depuis sa création, l'unité Grandes Entreprises s'est impliquée dans l'analyse des fluctuations importantes signalées et a travaillé sur la mise en cohérence des sources statistiques à disposition de STATEC pour les multinationales.</p>
2	Participation au programme de subvention auprès d'Eurostat	<p>En novembre 2018, STATEC a signé un contrat pour participer à une subvention mise à disposition par Eurostat. STATEC participera dans un travail collaboratif avec les pays les plus expérimentés pour soutenir les pays intéressés de mettre en place une unité Grandes Entreprises. Dans le cadre de ce projet, Luxembourg s'attend à accroître ses compétences pour faire fonctionner une telle unité.</p>

7.1.1.6 Évaluation des objectifs opérationnels pour la coordinatrice Grande Région

N°	Libellé	Évaluation
1	GT des Offices statistiques de la Grande Région (GR)	<p>Les travaux consistent notamment dans la coordination des travaux méthodologiques, l'écriture de brèves analyses/publications, la rédaction des comptes rendus, la mise à jour des tableaux statistiques du Portail Statistiques GR (SG1), la maintenance du site web (SG1 et SG2) et l'organisation de réunions (tout bilingue (FR/DE)).</p> <p>Le 11.10.2018, la réunion annuelle des statisticiens et des directeurs des Offices statistiques de la Grande Région a eu lieu au Luxembourg. Cette réunion a été organisée et menée par le STATEC au HoE.</p> <p>Une publication sur les disparités des revenus dans la Grande Région (EU-SILC) a été prévue (réunion des directeurs en 2016): L'accès aux micro-données allemandes n'est pas encore opérationnel, malgré les multiples interventions de la responsable GR au STATEC en vue d'accélérer le processus. Il reste à signaler que l'année de référence des données en question est 2013.</p> <p>Les travaux concernant la publication « Statistiques en bref 2018 », livret de 50 pages publié (tous les 2 ans) à l'occasion du le Sommet de la Grande Région (janvier 2019) est en cours d'être achevé.</p> <p>Le STATEC participe régulièrement aux réunions/conférences des partenaires SIG-GR, OIE, MDDI, Maison de la GR, LISER.).</p>
2	SIG-GR (Système d'Information Géographiques-Grande Région)	<p>Convention relative au SIG-GR (janvier 2019 – décembre 2023). Les membres du réseau des offices statistiques de la GR (Luxembourg, Wallonie, Grand-Est, Sarre, Rhénanie-Palatinat), après examen, ont conclu que le STATEC y participera en tant qu'observateur.</p>

N°	Libellé	Évaluation
3	INTERREG V A SDTGR	Le STATEC participe au Projet Interreg V A Grande Région « Schéma de Développement Territorial - Grande Région (SDT-GR) » en tant que partenaire méthodologique. L'objectif est de constituer un socle de connaissances partagé et un langage commun. Il s'agira d'établir sur base d'indicateurs socio-économiques et territoriaux des diagnostics permettant la spatialisation des problématiques, et d'aboutir à une série cartographique de présentations des risques et opportunités. Sur la base de ces résultats, la stratégie de développement territorial sera élaborée et des actions à mener pour assurer un volet opérationnel seront identifiées. Les travaux du STATEC ont consisté notamment dans la fourniture de renseignements statistiques pour étoffer la liste des indicateurs SDT-GR.

7.1.1.7 Évaluation des objectifs opérationnels pour le délégué à la coordination statistique

N°	Libellé	Évaluation
1	Planification Statistique	Création au sein du Comité des statistiques publiques du groupe de travail « Planification statistique », chargé de compiler le programme de travail triennal du Système statistique luxembourgeois.

7.1.1.8 Évaluation des objectifs opérationnels pour la déléguée à la formation

N°	Libellé	Évaluation
1	Mise en place des nouveaux règlements grand-ducal/ministériel	Les travaux en interne ont été clôturés. La cohérence entre les règlements et les programmes d'examen pour les épreuves de 02/2019 a été vérifiée. Les règlements sont en train de parcourir les différentes étapes de la procédure législative. Les différents avis (Conseil d'État, chambres professionnelles, ...) doivent éventuellement être incorporés.
2	Organisation de la Formation spéciale	Le défi était d'organiser la deuxième session de la formation spéciale en prenant en compte les remarques aussi bien des stagiaires ainsi que des formateurs (remarques formulées lors de l'organisation de la première session).

7.1.1.9 Évaluation des objectifs opérationnels pour la Commission d'examen

N°	Libellé	Évaluation
1	Adaptation des programmes des examens de fin de stage au STATEC	La matière à réviser pour les examens des différentes carrières a été harmonisée avec le projet de règlement Grand-Ducal et ministériel fixant les programmes détaillés de la formation spéciale, de l'examen de fin de formation spéciale et de l'examen de promotion des fonctionnaires des groupes de traitement A1, A2, B1, C1 et D1 à l'Institut national de la statistique et des études

7.1.1.10 Évaluation des objectifs opérationnels pour le délégué à la coopération

N°	Libellé	Évaluation
1	Coopération STATEC-LSB (LaoPDR)	<p>Le projet de coopération entre le STATEC et le LSB a accompli plusieurs avancées au cours de l'année écoulée:</p> <ul style="list-style-type: none">• Suite à l'inventaire des données environnementales existantes, un groupe de travail interministériel a été créé afin de mieux organiser la collecte et l'échange de statistiques pour les besoins de chacun.• Un programme de formation a été établi qui couvre différents aspects du processus de traitement des enquêtes adressées aux ménages.• Des actions de sensibilisation à l'application de la nouvelle loi statistique ont été réalisées.• Un stagiaire laotien a été accueilli au STATEC pour une période de 3 mois, afin de découvrir les enquêtes réalisées au Luxembourg dans le domaine des statistiques sociales.
2	Mission d'appui à Haïti	<p>En 2018, deux missions de soutien à l'institut statistique haïtien ont été réalisées en vue de les aider au calcul d'un indice national des prix à la consommation.</p>

7.1.1.11 Évaluation des travaux courants de la déléguée « diversité et bien-être »

RAS

7.1.1.12 Évaluation des objectifs opérationnels pour le délégué à la sécurité du personnel et du bâtiment

N°	Libellé	Évaluation
1	Serrures électroniques	<p>Le STATEC a commencé à déployer des serrures électroniques pour sécuriser ses bureaux. Ceci pour assurer une meilleure protection des données individuelles, notamment ceux stockés sur des supports informatiques. À moyen terme on vise un accès électronique à tous les bureaux du STATEC.</p>

7.1.1.13 Évaluation des objectifs opérationnels pour le délégué à l'égalité

RAS

7.1.2 Bilan des travaux courants

7.1.2.1 Évaluation des travaux courants du responsable de la sécurité du système d'information

N°	Libellé	Évaluation
1	Rédaction des documents ESS IT SEC	Rédaction de politiques et de procédures pour la mise en place d'un système de management de la sécurité de l'information ayant comme objectif la conformité au framework ESS IT SEC.
2	Animation du comité de sécurité	Réunion régulières du comité de sécurité pour décider des mesures de sécurité de l'information appropriées à mettre en œuvre pour le STATEC ainsi que pour valider des politiques et procédures et gérer des incidents de sécurité.

7.1.2.2 Évaluation des travaux courants du délégué à la protection des données

N°	Libellé	Évaluation
1	Notices d'information	Chaque enquête du STATEC collectant des données à caractère personnel est annoncée aux personnes concernées par un courrier qui s'accompagne d'une notice d'information au sujet du traitement effectué.
2	Contrats de sous-traitance	Mise en conformité des projets de contrats avec les exigences de la protection des données à caractère personnel.

7.1.2.3 Évaluation des travaux courants pour la responsable de la qualité

N°	Libellé	Évaluation
1	Participation à des Groupes de travail et Conférences UE et contribution aux travaux du réseau UE, UNECE, OCDE, Formations	La responsable représente le STATEC et participe au niveau européen à des groupes de travail et conférences relatifs à la Qualité et contribue aux travaux du réseau UE/UNECE et OCDE. Elle réalise des formations sur le Code de bonnes pratiques des statistiques européennes destinées aux autorités statistiques du Système statistique luxembourgeois.

7.1.2.4 Évaluation des travaux courants de l'unité Grandes Entreprises

N°	Libellé	Évaluation
1	Mise en place d'une nouvelle unité qui s'occupe de la mise en cohérence des différents domaines statistiques.	Analyse des fluctuations importantes signalées et travail sur la mise en cohérence des sources statistiques à disposition du STATEC pour les multinationales.

7.1.2.5 Évaluation des travaux courants de la coordinatrice Grande Région

N°	Libellé	Évaluation
1	Statistiques Grande région: Participation à des Groupes de travail, conférences et publications	Les missions du groupe de travail « Statistiques de la Grande Région » consistent, entre autres, dans l'offre d'une documentation statistique de base (données harmonisées, métadonnées et commentaires statistiques) et du traitement de questions en relation avec les systèmes statistiques de la Grande Région. Les membres du groupe de travail ont rempli de nouveau cette fonction en 2018 par le biais de réunions et d'échanges entre eux ainsi qu'avec leurs interlocuteurs principaux (MDDI, SIG-GR, Maison de la Grande Région, Observatoire interrégional du marché de l'emploi) et de publications régulières.

7.1.2.6 Évaluation des travaux courants du délégué à la coordination statistique

N°	Libellé	Évaluation
1	Comité de direction, Suivi StatPlan, Tour des divisions	Rédaction des comptes-rendus

7.1.2.7 Évaluation des travaux courants de la déléguée à la formation

N°	Libellé	Évaluation
1	Organisation de la formation spéciale	Presque tous les cours ont été abordés. Les modalités d'organisation se sont confirmées. Quelques cours ont dû être décalés en 2019. Comme annoncé l'année passée, les places disponibles ont été ouvertes à tous les agents intéressés du STATEC.
2	Organisation de la formation continue au STATEC	10 cours ont été organisés dans le cadre du plan de formation du STATEC (formation continue du STATEC). Validation de 72 inscriptions aux cours de formation continue (195 inscriptions en 2017).
3	Rôle de national contact point dans l'organisation des cours ESTP	61 demandes d'inscriptions d'agents du STATEC ont été transmises pour les cours ESTP, 50 ont été acceptées. Seuls 11 refus de participation (surtout le contingent du Luxembourg a été atteint). 34 agents au cours ESTP en 2017 (42 inscriptions en 2016)

7.1.2.8 Évaluation des travaux courants de la Commission d'examen

N°	Libellé	Évaluation
1	Organiser et évaluer les présentations des rapports d'aptitude professionnels.	La Commission d'examen a évalué les rapports sur les sujets suivants: « L'introduction du Scanner Data dans le calcul de l'indice des prix à la consommation », « Diffusion des données de la centrale des bilans », « Recherche, développement et innovation dans le secteur des entreprises », « La précarité énergétique au Luxembourg » et « La refonte du processus de production des statistiques sur le Transport routier de marchandises (TRM) ».

7.1.2.9 Évaluation des travaux courants du délégué à la coopération

N°	Libellé	Évaluation
1	Visite de délégations	Au mois de juin 2018, le STATEC a reçu la visite de délégations du Bénin et du Ghana afin d'échanger sur nos stratégies de communication respectives ainsi que sur la compilation des indicateurs du développement durable.

7.1.2.10 Évaluation des travaux courants de la déléguée « diversité et bien-être »

N°	Libellé	Évaluation
1	Diversity Day	Grand succès de la journée de la diversité qui a eue lieu le 17 mai 2018. Le traditionnel « Café de la Diversité » ainsi que le concours photo ont été fortement appréciés.
2	Diversity Network	Le STATEC, en collaboration avec l'IMS, a accueilli les membres signataires de la Charte de la diversité afin d'échanger des bonnes pratiques.
3	Quinzaine du bien-être	Deuxième édition de la quinzaine du bien-être a eue lieu en juin 2018. Les ateliers ont eu un peu moins de succès que ceux choisis en 2017. Une re-fonte s'impose.
4	Fruit day	Tous les derniers mercredis du mois, le STATEC organise la journée du fruit. Le Ministère de l'Économie nous permet de distribuer des fruits à nos collaborateurs dans le cadre du bien-être au travail.

7.1.2.11 Évaluation des travaux courants du délégué à la sécurité du personnel et du bâtiment

N°	Libellé	Evaluation
1	Journée des délégués à la sécurité	Une journée de la sécurité pour les délégué(e)s à la sécurité des différents étages des locaux du STATEC a été organisée en date du 29 juin 2018. Cette journée représente une formation continue dans le domaine de la technique d'évacuation et du secours à une personne en détresse.
2	Défectuosité d'un compactus	L'Administration des Bâtiments Publics a pris en charge le démontage de l'ancienne installation, présentant un certain risque de sécurité, ainsi que le montage du nouveau compactus.
3	Formation-évacuation	Plusieurs formations en matière de sécurité et d'évacuation du bâtiment ont été dispensées par la société SEQ (Safety, Quality Management).
4	État des lieux	Une inspection de l'état des locaux se fait régulièrement.
5	Tenue du registre de sécurité	Le registre de sécurité est tenu à jour régulièrement en collaboration avec la CC.

7.1.2.12 Évaluation des travaux courants du délégué à l'égalité

N°	Libellé	Évaluation
1	Assurer les missions et obligations dans le cadre de l'Égalité des chances	Toutes les tâches en tant que Délégué à l'Égalité ont été assumées.

7.1.3 Bilan de communication, coordination et formation

7.1.3.4 Publications

Nom de la publication	Série	Auteurs
Sécurité informatique	Rapport Grand Public 2017	Jérôme Freilinger, Laurent Marretti, Marc Pauly
Tourisme dans la GR	Dernières nouvelles (Grande Région)	Membres du GT Statistiques GR
TIC dans la GR	Dernières nouvelles (Grande Région)	Membres du GT Statistiques GR
Projections de population GR	Dernières nouvelles (Grande Région)	Membres du GT Statistiques GR
Newsletter	Newsletter	Membres du GT Statistiques GR
Conjoncture dans la Grande Région	Conjoncture (4 fois par an)	Membres du GT Statistiques GR et services conjoncture des offices statistiques de la GR
Statistiques en bref 2018	Livret à 50 pages comprenant les statistiques issues du Portail statistique de la GR (Thèmes couverts: Territoire et population, Emploi et chômage, Vie sociale, Économie, Revenus et prix, Environnement)	Membres du GT Statistiques GR
Portail des statistiques de la GR	Statistiques harmonisées (téléchargeables gratuitement) comparables au niveau des sous-régions de la Grande Région	Membres du GT Statistiques GR
N°31: Le Conseil supérieur de la statistique apporte son soutien aux grands projets du STATEC	StatNews	Marc Pauly, Christian Welter